

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉJOLIVEY, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La lutte entamée entre le système prohibitif et le libre échange ne s'est pas ralentie. Des deux côtés on s'efforce de remporter l'avantage. L'association constituée pour la défense de ce qu'on est convenu d'appeler le travail national, afin de mettre une assez mauvaise cause sous la protection d'un grand mot, tâche de recruter des adhérents de tous les côtés. Elle s'adresse aux ports de mer, à l'agriculture, aux industries du pays pour les entraîner dans la croisade qu'elle préconise. Elle n'est pas toujours heureuse dans ses appels et plus d'une voix opposante est partie de tel groupe d'intérêts qu'elle espérait rallier à elle. Parmi les nombreux opposants que l'association a suscités, les membres de la chambre de commerce de Bordeaux ne sont pas les moins embarrassants pour elle. Ils ont abordé de front les questions qui leur étaient posées et les ont résolues, appuyés sur des faits, dans un sens diamétralement opposé à celui que l'association attendait. Là où elle comptait trouver un appui, elle a donc rencontré un obstacle et, en somme, elle a travaillé pour le libre échange auquel elle a recruté des adhérents zélés, convaincus et armés de toutes pièces.

Cinq questions, toutes relatives à l'avenir si important de la marine marchande française, étaient posées à la chambre de commerce de Bordeaux et cette dernière leur a donné une solution qui n'était facile de prévoir, car il est bien évident que c'est surtout dans les grands ports de mer que l'on doit comprendre les vrais intérêts de la marine marchande. La chambre de Bordeaux a pris pour épigraphe de sa réponse ces mots : « Il n'y a point de marine militaire sans marine marchande ; il n'y a point de marine marchande sans transports ; il n'y a point de transports sans échange. Les échanges étant proscrits par le système prohibitif, ce système est, par conséquent, l'ennemi naturel de la marine et l'obstacle permanent que se rencontre son développement. Donc, ou la marine ou le système prohibitif doit périr, car ils ne peuvent vivre ensemble. »

Cette déclaration est peu favorable au système prohibitif et malheureusement la chambre de Bordeaux prouve que cette épigraphe n'est pas une assertion gratuite, mais qu'elle repose sur des faits exacts. Ces derniers sont même reconnus par l'association du système prohibitif, puisque, dans une des questions posées, elle demande à connaître les véritables moyens qui peuvent relever notre marine de l'état d'affaiblissement dans lequel elle languit. Ces moyens, ont les a longuement, souvent indiqués, mais on ne veut pas se rendre à l'évidence. Ainsi nos navires, dans leurs voyages de long cours, ne trouvent pas de marchandises suffisantes à transporter, car ces marchandises, qu'il serait facile de se procurer, que se procurent les navires étrangers, qui trouvent ainsi dans ces retours des occasions de bénéfices assurés, de prospérité, ces marchandises étant prohibées ou frappées de droits très élevés, équivalant souvent à la prohibition par notre système douanier, nos navires ne peuvent les transporter en France et sont obligés de revenir à vide ou de perdre des mois entiers avant de pouvoir se procurer des cargaisons insignifiantes. Comment veut-on dès lors que notre marine soutienne la concurrence avec les marines étrangères ? Ajoutez encore que les frais de construction de nos navires étant, toujours d'après le même système douanier, qui protège à tort et à travers une industrie pour en écraser vingt autres, trop élevés par suite de droits considérables à l'entrée, la position de notre marine, déjà si mauvaise, devient encore pire et toute lutte devient impossible ; qu'on s'étonne alors ces faits déplorables si notre marine languit, dépérit ou reste tout au moins stationnaire, alors que les marines étrangères se développent, vivent et progressent chaque jour. Si on s'était donné la tâche de tuer la marine marchande de la France, de lui interdire toute concurrence avec le dehors, aurait-on pu mieux faire que de lui faire payer le plus cher possible ses navires et lui enlever la plus grande quantité possible de frets ? Ainsi, en veut-on un exemple ? Là où l'étranger paie le fer vingt ou vingt-cinq francs le quintal, le marin français est obligé de le payer, par suite, non de circonstances impérieuses, inflexibles, mais de la volonté du législateur, quarante francs. La proposition est la même pour les toiles, les bois de construction les caivres, les cordages. Comment pouvoir se soutenir à ces conditions inégales ?

La chambre de commerce de Bordeaux fait parfaitement ressortir ces contradictions et ces impossibilités et elle indique en même temps le vrai, le seul remède. Si vous voulez que la marine puisse subsister, créez-lui des débouchés ; offrez-lui à bon marché les matières premières indispensables pour la construction de ses navires. Autrement c'est lier les bras et les jambes à un homme et lui crier d'avancer et d'aller disputer le prix de la course à un adversaire qui est parfaitement libre de ses mouvements.

Et cependant quelque visite que soit le mal ; de quelque manière éclatante, évidente qu'il soit dénoncé, le remède ne sera pas encore apporté. Des intérêts privés, habitués à regarder la protection exclusive dont ils jouissent comme un droit sacré, s'agitent et feront prendre d'abord le change à l'opinion publique. A écouter que les paroles sonores, les déclarations patriotiques qu'ils mettent en circulation, on peut se laisser aller à l'illusion et vouloir s'endormir avec eux sur l'oreiller commode de la protection. C'est pour les partisans de notre marine, pour tous ceux qui comprennent véritablement les intérêts du pays à combattre ces prédictions intéressées des prohibitionnistes. La chambre de commerce de Bordeaux a donc agi avec sagesse, avec dévouement en repoussant l'alliance trompeuse qu'on lui présentait. Que ces résistances et ces répulsions se multiplient et l'opinion publique se rendra enfin à l'évidence.

Les libres échangistes qui veulent procéder avec calme et mesure, respecter, par des transitions habilement ménagées et raisonnables après tout, les intérêts qui sont nés et ont grandi à l'abri de la protection, plus pour leur bien que pour celui du pays, les libres échangistes gagneront chaque jour du terrain et nous n'en doutons pas, quoique ce résultat doive être loin et difficile, il viendra un jour où l'on aura peine à comprendre que pour faire vivre la marine, que pour faire prospérer notre agriculture, notre industrie et notre commerce on ait eu recours aux meilleurs moyens de la faire périr, tout en appauvrissant le pays. Plus tard on s'expliquera difficilement l'existence de cette contradiction. En attendant il faut continuer de combattre et les adversaires de la prohibition ne paraissent pas fort heureusement disposés à poser les armes.

Liste des jurés qui doivent faire le service de la 2^e session de 1847 qui s'ouvrira à Bastia, le 10 juin, sous la présidence de M. le conseiller Jourdan.

- 1 Degiovanni Ours-Félix, propriétaire, Pietra.
- 2 Casalta Jacques-François, propriétaire, Muro.
- 3 Raffalli François-André, capitaine en retraite, Piedicroce.
- 4 Marengo Jean-Baptiste, propriétaire, Bastia.
- 5 Rossi Paul-Marie, avocat, Corte.
- 6 Forcioli François-Louis, notaire, Belgodere.
- 7 Piccioni Sébastien, propriétaire, Ile-Rousse.
- 8 Ortoli Antoine-Vincent, propriétaire, Sartene.
- 9 Grassi Xavier, propriétaire, Cervione.
- 10 Suzarini Antoine-Pierre, médecin, Loreto.
- 11 Vico Mathieu, négociant, Ajaccio.
- 12 Peretti Paul-Marie, notaire, Levie.
- 13 Conti Étienne, avocat, Ajaccio.
- 14 Desanti Antoine, propriétaire, Eccica et Squerella.
- 15 Colonna d'Ornano, Jacq.-Ant., avocat, Ajaccio.
- 16 Conti Ambroise, propr., Poggio de Moriani.

- 17 Agostini Jean-Baptiste, capitaine en retraite, Favalello.
- 18 Filippi Charles-Félix, propriétaire, Vescovato.
- 19 Ollagnier Jean-Baptiste, avocat, Bastia.
- 20 Decosimi Antoine, propriétaire, Ajaccio.
- 21 Muldo Joseph, receveur des finances, Bastia.
- 22 Portafax Jean-Baptiste, notaire, Bonifacio.
- 23 Milanta Dominique, avocat, Bastia.
- 24 Giuseppe Antoine-Jacques, propriétaire, Luri.
- 25 Bonavia Antoine-Joseph, propriétaire, Urtaca.
- 26 Mariotti Jean, propriétaire, Feliceto.
- 27 Durazzo Jean-Paul, de feu Angelino, pr. Sartene.
- 28 Carabelli Jean-Baptiste, capitaine en retraite, Fozzano.
- 29 Gregorj Louis, négociant, Bastia.
- 30 Inglemann Charles-Théodore, capitaine en retraite, Bastia.
- 31 Montera Hyacinthe, chef de bataillon en retraite, Corte.
- 32 Peretti Jean-Baptiste, propriétaire, Olmeto.
- 33 Galeazzi Sévère-Hyacinthe, capitaine en retraite, Bastia.
- 34 Ponte, Antoine, capitaine en retraite, Ajaccio.
- 35 Poli-Marchetti, Don-Côme, propr., San Damiano.
- 36 Saliceti Thomas, capitaine en retraite, Saliceto.

Jurés supplémentaires.

- 1 Dami Étienne, négociant, Bastia.
- 2 Antoni-Antonetti, Vincent, propriétaire, Bastia.
- 3 Giuliani Joseph-Julien, capitaine en retraite, Bastia.
- 4 Casabianca François-Louis, avocat, Bastia.

Par arrêté du 19 avril dernier sont nommés :
M. Giacomoni, ancien percepteur, à la perception de Serra.
M. Casanova, ancien sous-officier, à la perception de Castifao.
M. Guasco, percepteur surnuméraire, à la perception de Vezzani.

Par ordonnance royale du 22 avril dernier :
M. Guelfucci Michel, capitaine au 11^e de ligne a été promu chef de bataillon au 1^{er} bataillon de chasseurs d'Orléans.
M. de Buttafoco Antoine, colonel du 2^e de ligne, a été nommé commandeur de la légion d'honneur ;
M. Filippi Étienne, chef de bataillon commandant de place à Oran, a été nommé officier de la légion d'honneur.

Par ordonnance du roi, MM. Stefanini, président de chambre à la cour royale de Bastia ; Morati, sous-préfet de Bastia ; Vosgien, ingénieur des ponts-et-chaussées à Bastia, et Lota Jean-Baptiste, ancien négociant à Bastia, ont été nommés chevaliers de l'ordre royal de la légion d'honneur.

Par arrêté de M. le ministre des travaux publics en date du 3 du courant, M. Cantetoube de Marmies, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées de première classe, actuellement attaché au service de la navigation de la Dordogne, de la Corrèze, etc., est appelé à remplir les fonctions d'ingénieur en chef du département de la Corse, en remplacement de M. Müntz, chargé de la division du nord du canal du Rhône au Rhin, à la résidence de Strasbourg. M. Müntz avait été précédemment élevé au grade d'ingénieur en chef.

Par arrêté du même ministre, MM. Miel et Verzmanowski, conducteurs auxiliaires employés dans le département de la Corse, ont été élevés au grade de conducteurs embrigadés de troisième classe.

Nous adjurons M. le ministre des travaux publics de laisser le plus longtemps possible un ingénieur en chef des ponts et chaussées en Corse. Le conseil général a plusieurs fois exprimé ce vœu. L'expérience nous a appris que ces fréquents changements nuisent et à la bonne administration de ce département et souvent encore au trésor, parce qu'il est rare qu'un ingénieur

On annonce la concession à Paris d'un nouveau privilège dramatique sous le nom de Théâtre Étranger.

Cette concession est faite à la condition que l'œuvre dramatique étrangère de différentes langues. L'année théâtrale ne serait que de six mois et comprendrait : quinze représentations allemandes, quinze représentations espagnoles, quinze représentations anglaises, et quinze représentations italiennes.

On lit dans le Times : Lisbonne, 10 avril : le comte Tojal, au nom de la reine et du gouvernement a sollicité de sir Hamilton Seymour et l'amiral Parker, qui ont mis l'escadre anglaise aux ordres de la reine et promis que leurs hommes débarqueraient aussitôt qu'elle le désirerait, pour protéger sa personne et son trône. Cette intervention décidera la question. La cause immédiate de cette demande a été la lenteur des généraux de la reine sur l'Alentejo, jusqu'au moment de cette importante demande, la même et inexplicable apathie avait continué. L'argent n'arrivait pas ; et les troupes et les généraux de la reine étaient partout aux abois. La possibilité d'une intervention armée de l'Espagne augmentait, et la prompt action de nos autorités résidentes en a été la conséquence ; car il était probable que Dona Maria pourrait solliciter l'assistance des troupes espagnoles.

FRONTIÈRE DE LA GALICIE. — Avril. On travaille à agrandir les prisons dans la forteresse de Spielberg, près de Bruun, car on se propose d'y loger plus de 800 criminels politiques. Le résultat du procès instruit contre les inculpés de la dernière insurrection, semble fournir ce contingent considérable de prisonniers.

(Gazette de Toss.)

— Le steamer Avon, vient d'arriver des Indes Occidentales ; il confirme les nouvelles du naufrage du Tweed, qui s'est brisé contre les roches d'Aleranes, le 12 février dernier. Toutefois, nous avons appris avec plaisir que le capitaine, le premier et le second officier, le timonier et plusieurs autres personnes ont été sauvés ; 31 passagers et 42 hommes de l'équipage ont péri. Total, 73. 29 passagers et 52 hommes de l'équipage ont été sauvés. Total, 81.

L'Avon apporte la nouvelle de la mort du président de la république haïtienne, le 28 février ; le nouveau président avait été élu le 3 mars. (Standard.)

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

VENTE

PAR AUTORITÉ DE JUSTICE,
ET AU DESSOUS DE L'ESTIMATION.

Le jeudi six du mois de mai prochain, à onze heures du matin il sera procédé en l'étude de M^e Antoine Joseph Guasco, notaire à Bastia, sis sur la traverse royale, commis par justice, à l'adjudication aux enchères aux dessous de l'estimation, ordonnée par un second jugement du tribunal civil séant à Bastia, en date du dix-huit mars dernier ; 1^o d'un enclos de terre labourable, comptant à oliviers, au nombre de quarante-quatre, avec une source d'eau et une maisonnette, ayant une superficie de trois hectares, sis au lieu appelé Ogliastro, territoire de la commune de Furiani, canton de Borgo, arrondissement de Bastia, tenant au nord à l'enclos de M^{rs} Maria-Faustina Angeli, veuve Pasqualini et au sud à celui du sieur Joseph Parent ; 2^o d'un autre enclos ayant une superficie de deux hectares et cinq ares sis au même lieu Ogliastro, contigu au précédent, et aboutissant au nord à l'immobilier du sieur Griva Antoine-Dominique, et d'autre part à celui dudit sieur Parent. Ces deux immeubles appartiennent indivisément en pleine propriété pour une moitié à la Dame Julie Marie Capponi, actuellement femme du sieur Tedeschi, Pierre-Paul, charretier, tous deux mineurs émancipés, ayant pour curateurs la première le sieur Jean Baptiste Lorenzi, portier de la Citadelle de cette ville et le second le sieur Tedeschi Antoine-Baptiste, son père, charretier, les deux mineurs et leurs curateurs demeurants à Bastia ; et pour l'autre moitié au sieur Joseph Capponi enfant de troupe au 8^e régiment d'infanterie de ligne, ayant pour tuteur M. Teriggi Pierre, docteur en médecine, domicilié et demeurant à Bastia, où est aussi domicilié et demeurant à Bastia, où est aussi domicilié de droit ledit mineur, et pour subrogé tuteur le sieur François Capponi, propriétaire et maire de la commune de Tivulaggio, canton et arrondissement de Sartene, domicilié et demeurant en icelle. Les enchères seront d'abord ouvertes sur les deux enclos collectivement sur la première mise de deux mille deux cents francs, ainsi réduite par le jugement susdaté et relaté ; faute d'enchérisseur les deux enclos seront mis en vente par lots séparés dont le premier sera composé de l'enclos avec oliviers et maisonnette plus haut décrit au n^o 1^{er}, sur la mise de mille sept cents francs, et le second consistera en l'autre petit enclos contigu décrit au n^o 2, sur la première mise de cinq cents francs. L'adjudicataire sera tenu de payer tous les es frais qui ont eu lieu pour parvenir à cette adjudica-

tion inscrite par le juge et ceux du procès-verbal d'adjudication, le tout en sus du prix de cette-ci. S'adresser aux chargés et aux conjoints Tedeschi et M. Teriggi, tuteur, pour connaître les immeubles.

Bastia le 26 avril 1847.

P. JULLIENNE avoué.

ÉTABLISSEMENT THERMAL DE PIETRAPOLA.

Le concessionnaire de l'établissement thermal de Pietrapola a pris toutes les mesures convenables, afin que le public puisse être admis dans son établissement à partir du 15 mai prochain.

Les utiles innovations qu'il a introduites dans son établissement permettront d'administrer les douches ascendantes, ainsi que des bains plus ou moins tempérés, selon les besoins et la constitution des baigneurs.

Le bassin de réfrigération considérablement agrandi et des tuyaux en plomb récemment placés mettent le concessionnaire en état de desservir avec exactitude tous les individus qui auront recours à ces eaux, quelque nombreuse que soit l'affluence des malades.

Un magasin de comestibles de tout genre sera établi sur les lieux, et les marchandises livrées à des prix raisonnables.

Le prix des chambres non meublées sera de trente francs pour chaque quinzaine, et les chambres garnies seront louées au prix de quarante francs. Celui des bains est, comme les années précédentes, de 50 cent. pour les cabinets et de 25 cent. pour les piscines.

L'efficacité des eaux de Pietrapola est connue dès l'antiquité la plus reculée, et dernièrement encore les journaux scientifiques de la capitale les ont préconisées d'après l'expérience, comme celles qui produisent le plus d'effets salutaires dans une foule de maladies et de lésions très-graves.

Le médecin inspecteur s'occupera de diriger, avec le zèle qu'on lui reconnaît, le traitement des personnes qui voudront bien réclamer ses conseils, et il est en outre probable qu'il soit, comme l'année dernière, puissamment secondé par le chirurgien habile et éclairé dont les habitudes de Pietrapola ne peuvent pas perdre le souvenir.

Pharmacie Giralt, à Bastia.

PATE PECTORALE SIROP PECTORAL

NAFÉ DARABIE

seuls pectoraux approuvés par les professeurs et chimistes de la faculté de médecine de Paris.

RACAHOUT DES ARABES

aliments des convalescents, des dames, des enfants et des personnes malades de la poitrine ou de l'estomac.

SE DÉFIER DES CONTREFAÇONS.

PIQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALERY FRÈRES.

Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

LE COMMERCE DE BASTIA.

partira de Bastia pour Marseille mercredi 5 mai prochain à 8 heures du matin.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio le 7 mai prochain à 7 heures du matin, touchant à l'Ile Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le même jour. Il repartira pour Bastia le 9 à 7 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'Ile-Rousse.

LE SIROP LAROSE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est préparé avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastrites, gastralgies, la constipation, le dérèglement, la débilitation organique, abaisse les convulsions trémulantes, détruit la

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

LIVOURNE, 22 avril bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

ANTIBES, 22 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Alessandri, poterie.

MARSEILLE, 22 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, diverses.

RIO, 22 id. brick-goël. Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, minéral.

LIVOURNE, 22 id. goëlette Assomption, de 17 tx, c. Guaitella, briques.

DE LA CANDIE, 23 id. bombarde de 68 tx, c. Santi, huile, en relâche.

TOULON, 23 id. goëlette St Joseph, de 38 tx, c. Bonelli, plâtre.

CIVITA-VECCHIA, 26 id. mistick St Louis, de 50 tx, c. Dielieli, pozzellane.

AJACCIO, 26 id. pat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.

MARSEILLE, 26 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Bugliani, diverses et passagers.

DE LA PLAGE, 26 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, planches.

LIVOURNE, 27 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Sisco, passagers.

FOLLONICA, 27 id. balancelle Vierge de Montenero, de 75 tx, c. Faccini, charbon.

FOLLONICA, 27 id. balancelle, Ste Julie, de 46 tx, c. Faccini, charbon.

FOLLONICA, 27 id. balancelle Ste Claire, de 46 tx, Lancella, charbon.

FOLLONICA, 27 id. balancelle Henriquette, de 62 tx, c. Ratti, charbon.

MARSEILLE, 28 id. paquebot Ajaccio, de 120 tche. c. Blanc, lieutenant de vais. dépeches.

DU CAP-CORSE, 2 gondoles avec du vin.

DÉPARTS.

A LA PLAGE, 22 id. goël. Assomption, de 42 tx, c. Thiers, en lest.

MARSEILLE, 22 id. brick-goël. Conception, de 50 tx, c. Rogliano, diverses.

MARSEILLE, 23 id. brick-goël. Conception, de 67 tx, c. Dapelo, fontes en fer.

MARSEILLE, 23 id. paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. de Pradins, lieutenant de vais. dépeches.

AJACCIO, 23 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, diverses et passagers.

RIO, 23 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Grasso, en lest.

LIVOURNE, 23 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Sisco, passagers.

A LA PLAGE, 23 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, en lest.

LIVOURNE, 27 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.

A LA PLAGE, 27 id. bouf Conception, de 22 tx, c. Loquente, en lest.

A LA PLAGE, 27 id. brick-goël. Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, en lest.

MARSEILLE, 28 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Bugliani, diverses et passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

ne change pas ce que l'autre a fait. La Corse, nous l'avons déjà dit, est restée le département de la France qui a le plus besoin d'être connu et étudié et ce n'est certes pas dans une année de résidence qu'un ingénieur peut acquérir les connaissances pratiques qui doivent être l'objet de longues études spéciales.

Nous nous félicitons l'année dernière de voir un inspecteur des ponts-et-chaussées, M. Mallet, parcourir toutes nos routes et se rendre compte par lui-même de l'état des travaux; c'est que nous étions habitués à voir ses prédécesseurs effectuer ces inspections en quatre ou cinq jours. M. Mallet est actuellement en Corse, chargé de la même mission.

(Journal de la Corse.)

La Ciotat, 5 mai 1847.

A Monsieur le directeur du Courrier de Marseille.

Monsieur,

Toutes les entreprises qui ont pour but d'améliorer l'état de notre commerce et de notre industrie sont de nature à mériter sans doute votre attention.

C'est à ce titre, Monsieur, que je crois devoir vous prier de porter à la connaissance de vos lecteurs les premiers essais que la compagnie Valéry frères vient de faire du Bonaparte, paquebot à vapeur en fer à hélice de 120 chevaux de force effective.

Ce paquebot, sorti de la Ciotat, le 1^{er} mai, a parcouru en deux heures le trajet de ce port à Toulon (plus de 22 milles), sans le secours des voiles, malgré le vent favorable qui soufflait de l'O. De Toulon, le Bonaparte s'est rendu à Hyères, d'où il est retourné à la Ciotat en touchant de nouveau à Toulon.

A son départ, le vent d'ouest soufflait encore très-vivement, et la mer était très-grosse. Le Bonaparte avait donc à lutter contre le vent et la mer debout; néanmoins, la force de la machine est telle que le paquebot a franchi la distance en deux heures et demie.

Quant à la rapidité de la marche du Bonaparte, quant à la perfection de sa machine, ainsi que l'élégance de sa construction, les ingénieurs et les officiers de marine présents à bord ont été unanimes pour le constater, ainsi que sa vitesse qui a été en moyenne de 11 milles à l'heure.

Ces témoignages dignes de foi font l'éloge de MM. Benet et Peyrue, dont les ateliers de construction sont confiés à l'habile direction de l'ingénieur M. Barnes, un talent duquel on devait déjà la machine du paquebot à hélice le *Napoléon*.

Agréé, etc.

Pour nous, qui connaissons la Corse, qui savons par expérience que la difficulté des communications est l'obstacle constant qui s'oppose à toutes les améliorations dont ce pays est susceptible, nous apprécions à leur haute et juste valeur tous les services rendus par la compagnie Valéry frères.

Nous avons vu se former cette compagnie, et nous pouvons le dire, M. Joseph Valéry son fondateur n'a reculé devant aucune difficulté. Aussi, le succès est-il allé toujours croissant, et grâce à la compagnie Valéry frères, les diverses villes du littoral ont été mises en communication entr'elles.

Les voyages se font maintenant avec promptitude, facilité et économie. Les avantages que le pays en a retirés sont considérables. Combien d'affaires, qui étaient demeurées à l'état de projet, faute de moyens de transport et de communication, tant sous le rapport des marchandises que sous celui des voyageurs! Ces projets sont réalisés à cette heure et ils sont en pleine voie de réussite. La Corse tout entière tire profit des voies que la compagnie a ouvertes pour favoriser les besoins du pays.

Nous voyons avec un vif plaisir la compagnie Valéry frères, comprendre dignement sa mission et ne reculer devant aucun sacrifice pour atteindre le but qu'elle s'est proposé.

Ses paquebots, construits avec autant de solidité que d'élégance, offrent le luxe et le confortable si recherchés par les voyageurs.

Par ce nouveau service, la Corse se trouvera rapprochée de la mère-patrie, et un voyage en Corse ne sera dans un mois qu'une simple promenade sur mer.

Ce département français sera mis ainsi en communication plus fréquente et plus active avec Marseille, les relations plus rapides multiplieront et faciliteront les affaires. En favorisant ses intérêts, la compagnie Valéry frères aura puissamment servi les intérêts de la Corse et surtout ceux de Marseille qui absorbe les 1920⁰⁰⁰ des affaires de ce pays.

Des entreprises comme celle de la compagnie Valéry frères méritent les éloges et les encouragements de la presse, et c'est un devoir pour elle d'appeler l'attention du gouvernement sur ceux qui les dirigent.

(Courrier de Marseille.)

La chambre des pairs vient, par ordonnance royale d'être constituée en cour de justice. Voici à quel sujet.

Dans un procès tout récent, qui s'est plaidé à Paris entre une société de mines de sel et des actionnaires qu'on prétendait être restés débiteurs vis-à-vis de cette société, on a lu des lettres de M. Despens de Cabannes, lieutenant général, pair de France, lettres dans lesquelles M. de Cabannes demandait à la société de Gouhenens un certain nombre d'actions destinées à obtenir l'appui du ministère des travaux publics de cette époque, en 1839. Ces lettres ont causé un grand scandale et à la tribune de la chambre élective, elles ont provoqué une déclaration du gouvernement qui s'engageait à en saisir la justice. C'est pour répondre à cette promesse que l'ordonnance vient de paraître. La cour des pairs a déjà commencé l'instruction de cette affaire.

NOUVELLES DIVERSES.

— Le 30 avril à midi, les tambours et la musique des 14 légions de la garde nationale de la Seine, les tambours et la musique de tous les régiments en garnison à Paris, se sont rendus à midi sous les fenêtres du châteaude la cour du Carrousel pour donner des aubades au roi à l'occasion de sa fête. A une heure, au moment où le Roi s'est montré au balcon, tous les tambours au nombre de 7 ou 800, ont fait entendre un roulement simultané d'une précision admirable. On aurait pu croire le roulement de la foudre.

Le roi nous a paru jouir d'une excellente santé; il a été salué d'un long et immense vivat. Sa majesté portait un habit noir et par dessus le grand cordon de la Légion d'Honneur. La Reine les princesses, la grande duchesse de Mecklembourg et le ministre entouraient le Roi.

La musique a joué plusieurs airs, entre autres la *Marseillaise* et la *Parisienne*. Il y avait foule dans la cour du Carrousel.

— Le Roi a répondu au corps diplomatique à l'occasion de sa fête :

« Il n'est que trop vrai que mon cœur est profondément affligé par les douloureuses épreuves que la cherté des subsistances fait subir à la plupart de nos populations. J'espère avec vous que la providence mettra bientôt un terme à leur durée, et que d'abondantes récoltes ne tarderont pas à consoler l'humanité. Mais, comme vous le dites si justement, ce qui a le plus efficacement contribué à alléger le fardeau de ces souffrances, c'est le maintien de cette paix bienfaisante que l'heureux accord de tous les gouvernements a raffermi de plus en plus chaque année. Je remercie le ciel de m'avoir permis de concourir à ce grand résultat, et j'ai la confiance qu'il continuera à bénir nos communs et constants efforts pour écarter tout ce qui pourrait le troubler.

« Je suis bien sensible aux félicitations et aux vœux que vous m'exprimez d'une manière si touchante au nom du corps diplomatique, et c'est bien cordialement que je m'adresse à vous pour l'en remercier, tant en mon nom, qu'en celui de la reine et de tous les miens.

Le roi a répondu au président de la Chambre des députés qui avait terminé son discours en parlant du prince royal et des espérances que font concevoir l'éducation qu'il reçoit et les exemples de sa famille qu'il a sous ses yeux :

« Il répondra à cet augure! Guidé par les conseils de son excellente mère, entouré d'aussi bons exemples que ceux que lui donne ma famille, il sera animé du même esprit, de cet esprit vraiment national qui, dévoué à la France, ne connaît d'autres intérêts que ceux de la nation. Il m'a été bien pénible de voir les souffrances des classes laborieuses auxquelles vous avez fait allusion; mais j'ai trouvé une grande consolation dans les soulagements qui leur ont été si généreusement distribués, et j'aime à vous dire combien j'en ai été touché. Nous avons lieu d'espérer que ces souffrances approchent de leur terme.

« Il en restera un grand exemple, c'est qu'elles n'ont remué aucune de ces passions politiques qui ont trop souvent envenimé les souffrances publiques.

« L'opinion populaire, mieux éclairée, a reconnu tout ce qu'il y avait à perdre par ces agitations, sans qu'il fût possible d'en rien espérer. Grâce au ciel, l'heureux accord qui règne entre nous ne permet pas de dire de nos institutions :

« Trois pouvoirs étonnés du nœud qui les rassemble. »

« Aujourd'hui, nous voyons au milieu de nous ces trois pouvoirs réunis par la confiance qu'ils s'inspirent mutuellement, forts de l'appui qu'ils se prêtent, et de la certitude qu'aucun d'eux ne veut faire a-

gression sur l'autre, mais au contraire, que c'est dans cet accord, dans cette confiance, qu'ils trouvent la force qui leur est nécessaire pour exercer librement leurs droits et leurs attributions constitutionnelles. Nous les voyons, dépouillés de toute jalousie, ne rivaliser que de zèle pour garantir la liberté, la sécurité publique et la prospérité nationale contre ces ébranlements que les passions humaines cherchent trop souvent à susciter.

(Le roi est interrompu par d'unanimes acclamations.)

« C'est par votre puissant concours, par cet accord si précieux, qu'il m'a été donné d'avoir vu se réaliser les premières paroles que j'ai adressées à la France, comme lieutenant général du royaume :

« La Charte sera désormais une vérité. »

(De nouvelles acclamations longtemps prolongées s'élèvent de toutes parts. Le roi, vivement ému, s'avance au milieu des députés qui se pressent autour de lui, et leur dit :) « Je suis profondément touché de ces acclamations et des sentiments dont vous entourez ma famille et moi, croyez qu'ils m'ont droit à mon cœur, et que j'en suis pénétré. »

— Aujourd'hui 7 mai beaucoup de curieux se portaient aux Champs-Élysées, aux environs de l'hôtel qu'habite Bon-Maza, rue Jean-Goujon. La beauté du temps a permis au célèbre Arabe de se mettre à la fenêtre pour fumer son chibouk.

Bou-Maza a été reçu, dans la journée, par M. le ministre de la guerre, et lui a témoigné toute sa reconnaissance de l'avoir laissé venir à Paris. Bou-Maza paraît fort épris des merveilles de notre civilisation. Il ne demande pas mieux que de se mettre au service de la France pour aller combattre Abd-el-Kader, contre qui il paraît nourrir un très vif ressentiment; car, s'il faut l'en croire, Abd-el-Kader a voulu le faire assassiner.

Bou-Maza doit assister, dimanche prochain, aux grandes eaux de Versailles, qui jouent à l'occasion de la fête du roi. On lui fera en même temps visiter le Musée national, fondé par Louis-Philippe.

— L'empereur de Russie vient de faire pour la banque de Londres ce qu'il a fait pour la banque de Paris. Seulement il envoie à la banque d'Angleterre une somme plus considérable, environ 112 millions de francs. Quand la nouvelle en est parvenue à Londres, elle y a produit le même effet que la première avait produit à la bourse de Paris, elle a fait éprouver aux banques publiques une hausse considérable, cette hausse a réagi aujourd'hui dimanche sur la bourse du passage de l'opéra, où la rente a monté de 40 c. Tout annonce que nous touchons à la fin de la crise financière.

— Le sultan vient de rendre à Constantinople un décret qui ordonne dans toutes les différentes parties de l'empire l'usage de la vaccine pour les enfants qui viennent au monde. Cette mesure est regardée comme une des plus importantes qu'ait encore produites la réforme dans l'empire ottoman.

— Le *Moniteur* contient une série de nominations et de promotions dans l'ordre royal de la Légion d'Honneur. Le lieutenant-général comte de Castellane et le lieutenant-général baron Gourgaud, aide-d'écamp du roi, sont nommés grand-croix de l'ordre.

Les généraux vicomte Pailhou, Daulé, baron d'André, marquis de Castelbajac, de Bar, Négrier, baron Pron, sont élevés au grade de grand-officier.

Les maréchaux de camp de Joly, de Brémont-Neumayer, de Bréa, sont nommés commandeurs.

MM. Toirac, de Rostang, Landenois, de Buttafoco, Brayer, Regnaud, Bargouche, Pellion, Donnez, Aubertin, Mariez, Massu, Paulin, Lapie, et autres colonels de diverses armes, sont également nommés commandeurs.

— Le *Constitutionnel* rapporte le bruit qui a couru que Méhémet-Ali, ne voulant pas rester en arrière de l'empereur de Russie, était disposé à envoyer pour 50 millions de grains en France et à prendre en paiement des bons du trésor à 5 p. 100, à un an de date.

Nous devons ajouter que les correspondances d'Alexandrie n'ont pas dit un mot qui pût faire supposer l'exactitude de ce fait.

— Le gouverneur-général de l'Algérie vient de proposer un prix pour l'agriculteur qui aura le mieux réussi dans l'éducation des abeilles. Il rattache le plus grand intérêt à cette branche fertile qu'il regarde comme un des éléments les plus puissants de la richesse agricole de l'Algérie.

— Notre correspondance de Paris nous annonce

que M. le ministre de l'agriculture et du commerce doit présenter sous peu de jours, à la chambre des députés, le projet de loi qui autorise la libre entrée des céréales jusqu'au mois de septembre de l'année prochaine. Si cette nouvelle est exacte, la France entière applaudira à l'exécution d'une semblable mesure. (Nouveliste.)

— Il y a en France environ 33,00 institutions primaires communales; la moyenne totale des traitements ne s'élève pas à 575 fr. 23 mille de ces instituteurs ont un traitement inférieur à 600 fr. en décomposant les 33 mille, on trouve que 18,155 n'arrivent pas à 500 fr. de traitement; 11,135 à 400 fr. et 3,651 à 300, c'est-à-dire à un taux auquel ne descend la journée de l'ouvrier ni dans les contrées les plus misérables, ni pour les travaux les plus grossiers.

Le projet de loi sur l'instruction primaire, soumis à l'examen des bureaux de la chambre des députés, divise les instituteurs en trois classes :

La 1^{re} classe, comprenant 959 écoles, jouirait d'un traitement fixe garanti par l'Etat de 1,300 fr.

La 2^e classe, comprenant 4,529 écoles, jouirait d'un traitement garanti par l'Etat au minimum de 900 fr.

La troisième classe, comprenant 27,038 écoles, aura un traitement minimum de 600 fr.

La totalité du crédit à la charge de l'Etat serait de 4,424,367 fr. Le projet propose de renvoyer le vote de ce crédit à une circonstance où l'Etat de nos finances sera plus prospère.

— Un des chefs marquants de la dernière insurrection vient encore d'être arrêté dans la subdivision de Mascara. C'est celui que les Sdams avaient reconnu pour Sultan en 1845, il se nomme Si-Caddour-ben-Djelloul. Ne voulant point quitter son pays, il vivait depuis longtemps retiré dans des grottes où il était parvenu jusqu'à se soustraire aux recherches de l'autorité. L'agha des Sdams, Si-Ahmed-Ould-Cadi, ayant enfin découvert la retraite de l'insoumis, est allé l'arrêter lui-même avec quelques cavaliers, et l'a amené à Mascara.

Il doit être envoyé à Alger, à la disposition de M. le gouverneur.

La plus grande tranquillité règne dans la province; l'impôt du printemps rentre partout avec une grande facilité. (Echod'Oran.)

— On lit dans l'*Indépendance* de Bruxelles sous la rubrique de Berlin du 28 avril :

« Un conflit assez grave vient de s'élever entre le gouvernement et l'une des commissions de la diète réunie. Celle-ci ayant demandé au gouvernement un exposé des motifs qui ont amené la promulgation des patentes du 3 février, le cabinet a refusé. La commission a insisté, et les négociations qui traînent en longueur, retardent les travaux de la commission.

« L'harmonie ne règne pas non plus entre les différents membres de la diète, même entre ceux de l'opposition. »

— On lit dans le *Journal du Havre* :

« Une affreuse catastrophe, qui a coûté la vie à deux hommes et en a blessé plusieurs autres, est arrivée hier matin, à Honfleur, dans les chantiers de M. Voisard, constructeur. Le jeune mousse, chargé d'entretenir la chaudière qui sert à chauffer les bordages, n'ayant pas eu soin de renouveler l'eau, il y a eu explosion, et les deux ouvriers Dasseville et Dubreuil, occupés non loin de là, ont été tués sur le coup.

« Quatre autres ont aussi été atteints par les éclats du cylindre et ont reçu des contusions assez graves. Quant à l'imprimant auteur de ce désastre, qui a de même été atteint, ses blessures sont, assure-t-on, fort légères.

« Le bruit de l'explosion a été si fort qu'il a pu être entendu de toutes les parties de la ville. »

— Par suite d'une décision récente, les condamnés militaires contre lesquels les conseils de guerre prononceraient à l'avenir la peine des travaux forcés, pour infraction aux lois de la discipline, ne seront plus conduits au bagne; ils subiront leur peine à la prison du Mont-Saint-Michel, où des dispositions ont été prises pour les soumettre au système pénitentiaire.

— Le *Moniteur* publie le document suivant sur le chiffre de la population parisienne :

« La population totale de Paris est de 1 million 53,897. Elle se subdivise comme suit :

« Population fixe : 945,734 ; flottante (collèges, hospices, hôpitaux, etc.) : 89,373 ; garnison : 19,704.

« Il y a dans Paris 29,525 maisons habitées, 344 non habitées, 355 en construction. Total : 30,224.

« Il y a 533 terrains vagues et non couverts de con-

structions, 374,460 locations diverses, dont 18,054 vacantes, 356,906 occupées.

Sur le chiffre de 1,053,897 habitants, il y a en personnes non mariées, depuis l'enfant à la mamelle jusqu'au vieillard : hommes, 315,176 ; femmes, 240,251 ; en tout, 555,427 personnes non mariées, et par conséquent 498,470 mariées. »

— Nous sommes en mesure d'annoncer, sur la foi de renseignements certains, que l'intervention de la Confédération Germanique dans le Grand Duché de Bade est un événement auquel il faut s'attendre d'un moment à l'autre. L'Autriche et la Prusse ont déclaré à la Diète que le gouvernement badois n'est pas assez fort pour réprimer les complots et les conspirations qui se trament sur son territoire pour troubler la tranquillité de la Suisse et de l'Italie. L'Autriche a de plus fait connaître son intention d'intervenir en Suisse, en cas de besoin, et le comte d'Appony a remis à M. Guizot une note dans laquelle on demandait qu'elles étaient à cet égard les vues du gouvernement français. M. Guizot a répondu que la France admettait pleinement la valeur des motifs qui lui avaient été soumis, et qu'elle était disposée à coopérer avec l'Autriche, lorsque le moment d'agir serait venu. »

— Le ministre des travaux publics, sur l'avis de la commission des chemins de fer, doit présenter dans les premiers jours de mai un projet de loi tendant à introduire des modifications dans le cahier des charges de la compagnie du Nord, et à proroger de 10 ans la durée de la concession déterminée par la loi de 1845.

Un projet de loi relatif à la compagnie de Lyon sera présenté dans la même séance et paraît devoir demander aussi aux chambres une prolongation de durée dans la concession déjà consentie.

— Autrefois les eaux-de-vie et les liqueurs fortes qui se consumaient en grande quantité en Russie, étaient fournies par les Etats européens. La France entraînait dans cette fourniture pour une notable part. Depuis quelques années, des distilleries en grand nombre se sont fondées en Russie, et on pourra juger de l'importance de ces établissements lorsqu'on saura que d'après un relevé officiel fait par ordre du ministre du commerce de Russie, les droits que paient à l'état ces établissements, s'élèvent à cent millions de roubles par année.

— D'après les derniers relevés officiels, la grande pêche maritime en France a employé, en 1845, 848 bâtiments jaugeant 107 millions de tonneaux, et employant 20,491 hommes d'équipage.

— Berlin. — Il vient d'être pris une importante résolution qui donnera une toute autre tournure à la marche de la diète réunie. Dans une réunion particulière des principaux orateurs de l'opposition de toutes les provinces, il a été choisi un comité composé de MM. d'Auerwald, de Vincke et Moeller, et qui a été chargé de rédiger un mémoire dans lequel on désignera exactement les points de la patente du 3 février qui sont contraires aux lois antérieures de 1815, 20 et 23. Ce mémoire doit être signé aujourd'hui, et présenté demain au maréchal de la diète. Les signataires sont décidés à ne prendre aucune part aux travaux de la diète réunie avant d'avoir obtenu une réponse à ce mémoire. La plupart des députés qui assistaient à cette réunion appartiennent à la province Rhénane, à la Silésie et à la province de Prusse. Les députés de la province rhénane, notamment M. Hausseman, ont montré le plus d'hésitation à cette mesure décisive; mais enfin, ils se sont réunis à la majorité des membres de l'assemblée.

(Gazette de Voss.)

— On lit dans le *Commerce* :

« Le gouvernement belge vient de présenter aux chambres un projet de loi pour prolonger jusqu'au 1^{er} octobre 1848 l'admission libre de droits en Belgique du froment, du seigle, de l'orge, du sarrasin, des fèves et vesces, des pois, de l'avoine, des fécules de pommes de terre et autres substances amylacées, des pommes de terre et du riz.

« Il demande, en outre, à être autorisé à faire remise totale ou partielle des droits d'entrée sur les farines et gruaux, sur le bétail et autres denrées alimentaires. »

Madrid, 28 avril.

— On assure dans plusieurs cercles politiques que la question portugaise touchait à une prochaine solution. Il paraît que dona Maria, contrainte par les exigences des révolutionnaires, et cédant aux conseils de l'Angleterre, abandonnerait ses projets de résistance et serait sur le point de faire de grandes concessions à la révolution. Quel qu'il en soit, nous ne tarderons pas à recevoir des détails plus circonstanciés sur la résolution de la reine.

On prétend que le nonce apostolique près la cour d'Espagne est désigné à Rome; ce serait Mgr Brunelli, archevêque de Thessalonique.

— On lit dans le *Standard* :

« Nous avons reçu de New-York des nouvelles d'un jour plus récente que celles que nous avons publiées. Le bruit de la prise de la Vera-Cruz ne se confirme pas. C'est l'Ashturton, capitaine Nowland, parti de New-York le 8 avril, qui nous apporte les derniers avis. On a des rapports de la Vera-Cruz en date du 19 mars; aucun fait capital ne s'est produit depuis de débarquement des Américains. Le général Scott a complètement investi la place et coupé toutes les communications avec l'intérieur. On a mis à terre 10 mortier, les autres sont restés à bord du navire Charles, qui n'a pu les débarquer à cause du gros temps. Le vaisseau Yazoo, qui avait à bord tout un escadron de dragons, s'est perdu près d'Avon-Lizardo : un soldat, 3 matelots et plus de 100 chevaux ont été noyés. Un second escadron, embarqué sur un autre bâtiment, n'a pas reparu non plus, et l'on craint qu'il n'ait subi le même sort. »

— On lit dans l'*Express* :

« Des bruits fâcheux ont couru à Philadelphie, le 8, dans la soirée : on disait le général Scott tué, le général Worth dangereusement blessé, et l'on assurait que le régiment d'Alabama avait été taillé en pièces devant la Vera-Cruz. Tout porte à croire, dit l'*Express*, que ces bruits sont exagérés. On se rappelle que les mêmes bruits ont circulé à propos de la bataille de Buena-Vista, que l'on annonçait d'abord avoir été perdus par les Américains. »

— Les nouvelles des Etats-Unis annoncent la capitulation sans condition de la Vera-Cruz et du château de Saint-Jean d'Ulos, avec 4000 hommes qui se sont rendus à l'armée américaine commandée par le général Scott, et la capture de Chihuahua, capitale de l'état de ce nom, par des troupes sous les ordres du colonel Comphan.

On annonce comme un fait certain que des négociations seront entamées pour la paix entre les Etats-Unis et le Mexique, et que l'on n'attendait que le retour de Santa-Anna, pour faire des ouvertures au gouvernement des Etats-Unis.

Des lettres de Mexico en date du 18 annoncent que le général Santa-Anna venait d'arriver dans cette ville. La révolution contre l'administration de Gomez-Farias s'était terminée d'une manière favorable au gouvernement : les généraux Pena, Barragan et Salas, chefs de l'opposition contre Gomez-Farias, avaient été fauchés. Cette nouvelle mérite confirmation.

— Les émeutes provoquées par la cherté des subsistances paraissent malheureusement destinées à faire le tour de l'Allemagne.

Après Berlin, Stettin, Posen, Nuremberg, etc., c'est la ville wurtembourgeoise d'Ulm qui voit éclater dans ses murs une espèce d'insurrection d'affamés. Dans la journée du 1^{er} mai, des attroupements formés près de la halle aux blés ont maltraité cruellement le meunier Wieland, désigné comme un accapareur par la voix publique; après l'avoir laissé demi-mort sur la place, la foule a envahi et saccagé un groupe de maisons dont il est propriétaire, et qui est connu à Ulm sous le nom de la *Langmühle*.

Un escadron de cavalerie, envoyé sur le théâtre de l'émeute, fut accueilli à coups de pierre et un officier tomba grièvement blessé. Malgré tous leurs efforts, les militaires ne purent empêcher le peuple de démolir et de piller aussi une brasserie. Il fallut plusieurs heures pour rétablir l'ordre, et de nombreuses arrestations eurent lieu dans la soirée. Le lendemain 2 mai, il y eut de nouveaux rassemblements; mais de nombreuses patrouilles de troupes de ligne et de gardes bourgeoises réussirent à les disperser.

Une circonstance qui paraît commune à toutes ces émeutes et qui n'est pas moins alarmante que remarquable, c'est que la foule attend la troupe de pied ferme, résiste aux charges à l'arme blanche, et lutte parfois même encore après les décharges les plus meurtrières.

— Un phénomène curieux s'est manifesté lors du jaillissement des eaux des puits artésiens forés à Venise, sur les places Santa-Maria et San-Paolo. Un luminaire ayant été approché, le gaz hydrogène carboné, chassé en grande quantité par l'eau jaillissante, s'est enflammé, et depuis il brûle constamment sur une largeur de 20 centimètres et une hauteur égale. Ce gaz en se combinant avec l'eau, lui donne une grande pureté. On aura ainsi à Venise des fontaines qui seront éclairées la nuit par le gaz, comme elles pourraient l'être par 3 becs de 1^{re} classe.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRINX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., six mois 8 fr., trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Paris des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La modification ministérielle qui vient d'avoir lieu a fait naître des interpellations à la chambre des députés. L'opposition espérait profiter de cette circonstance pour embarrasser le cabinet et jeter le trouble dans la majorité. Elle comptait que M. Lacaze-Laplagne lui fournirait l'occasion de quelque scandale et que des récriminations de sa part la mettraient à son aise. C'était M. Odilon-Barrot qui s'était chargé de forcer le ministère à s'expliquer. Ce dernier n'a pas hésité devant ces interpellations. M. Guizot n'a pas répondu entièrement à l'attente de l'honorable orateur ; il a été parfaitement convenable, n'a donné lieu à aucune récrimination et ainsi l'espoir du scandale s'est évanoui. M. Guizot s'est borné à dire que les ministres sortis ne donnaient plus à leur collègues la force et l'appui qu'ils leur avaient prêtés jusqu'ici, le cabinet avait cru devoir se modifier, sans que sa politique générale fût atteinte. Il a terminé par quelques conseils adressés à la majorité pour l'engager à se tenir ferme, à ne point se laisser surprendre par les ruses et les attaques de l'opposition qui ne peut triompher que par la désunion du parti conservateur. M. Lacaze-Laplagne a pris ensuite la parole pour quelques explications personnelles. S'il n'a pas donné sa démission, ainsi que l'ont fait ses deux collègues de la guerre et de la marine, c'est qu'il n'avait pas cru que sa présence affaiblirait le cabinet et que sa retraite volontaire aurait été de sa part la reconnaissance et l'aveu d'un fait qui ne lui était pas démontré. C'est été en outre déclarer que si le royaume était dans une situation de nos finances ; or tel n'est pas sa conviction. Il a protesté du reste de sa ferme volonté de ne point se séparer de ses amis, ni de la politique conservatrice à laquelle il s'est attaché. Il a adjuré, à son tour, la majorité de rester unie et de ne point se prêter à des calculs qui auraient pour but de l'amoindrir.

Ainsi l'opposition qui avait fait des avances aux ministres sortis ; qui leur avait adressé des éloges, après leur avoir prodigué les attaques les plus violentes, aussi longtemps qu'ils avaient été au pouvoir, et qui voulait, en les étourdissant du bruit d'une popularité soudaine et bruyante, les entraîner dans une petite guerre contre leurs anciens collègues, a échoué, cette fois encore, dans cette tentative, parfaitement usée du reste. Le cabinet restera donc aux affaires, avec la force de plus que lui donnera la satisfaction accordée à une partie de la majorité qui se plaignait de la position de certains ministres qui ne paraissaient plus à la hauteur de leur mission.

En présence de l'incertitude de la récolte et des embarras de l'avenir, M. le ministre de l'agriculture a présenté un projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 octobre de cette année l'introduction en franchise des blés par navire français et étrangers, avec la faculté pour le gouvernement d'étendre encore ce délai, par ordonnance, si cette mesure de précaution devenait nécessaire. La commission nommée par le parlement à faire plus encore pour assurer plus complètement les approvisionnements et à étendre le délai, par la loi, de trois mois à un an. Cette mesure nous paraît excellente et répondrait aux besoins et aux craintes du pays.

Cinq ordonnances du roi en date du 9 contiennent les dispositions suivantes :

M. Dumon, ministre secrétaire-d'état au département des travaux publics, est nommé ministre secrétaire-d'état au département des finances, en remplacement de M. Lacaze-Laplagne.

M. Trénel, pair de France, lieutenant-général, commandant la 12^e division militaire, est nommé ministre secrétaire-d'état au département de la guerre, en remplacement de M. le lieutenant-général Molé de

Saint-Yon, dont la démission est acceptée.

M. le duc de Montebello, pair de France, notre ambassadeur près S. M. le roi des Deux-Siciles, est nommé ministre secrétaire-d'état au département de la marine et des colonies, en remplacement de M. le vice-amiral baron Mackau, dont la démission est acceptée.

M. Jayr, pair de France, préfet du département du Rhône, est nommé ministre secrétaire-d'état au département des travaux publics, en remplacement de M. Dumon, appelé, par ordonnance de ce jour, au ministère des finances.

M. Guizot, ministre secrétaire-d'état au département des affaires étrangères, est chargé, par intérim, du ministère de la marine et des colonies pendant l'absence de M. le duc de Montebello.

Depuis longtemps on s'attendait à voir publier une nouvelle législation sur la presse dans le grand duché de Toscane. On espérait que l'exemple donné par Pie IX serait suivi par Léopold et que, dans les concessions à faire, il se montrerait même plus généreux que le saint siège. Aussi, quel n'a pas été l'étonnement quand on a eu connaissance de la notification du 6 mai qui règle à l'avenir non point la liberté de la presse, mais la presse elle-même ; car cette notification établit des conseils de censure sans la permission de laquelle il est défendu de publier quoi que ce soit. Toutefois la législation nouvelle, quelque restrictive qu'elle soit, est une amélioration sur l'état de choses actuel et on l'a si bien comprise que de nouveaux journaux vont s'établir à Florence et Livourne. Aucun journal ne peut se fonder sans la permission du grand duc dans les villes de Florence, Livourne, Pise, Sienne, Arezzo et Pistoja. Un conseil de censure, composé de six membres pour Florence et de deux pour les cinq autres villes, devra au préalable autoriser l'impression de tous les articles des journaux à publier. Un conseil supérieur et d'appel de quatre membres, résidera à Florence et l'on pourra se pourvoir en dernier ressort devant lui des décisions des commissions inférieures. Le reste de la législation nouvelle renferme une foule d'articles destinés à établir et à punir les délits de presse. Toutes ces dispositions sont dures, tracassières et font à la presse une position assez difficile.

L'étonnement public n'a pas tardé à dégénérer, sur plusieurs points, en véritable irritation. La déception était trop grande pour qu'il en fût autrement. A Grosseto, où le grand duc se trouve momentanément, une foule de personnes de tout âge et de toute condition s'est portée sous les fenêtres du palais et a poussé les cris de *Vive Pie IX, vive la liberté*. Cette démonstration, venant d'une population qui doit tout à la sollicitude du grand duc actuel, est par là même d'autant plus significative. On dit que le grand duc en a été péniblement affecté.

A Livourne les choses sont allées beaucoup plus loin et des scènes de désordre, d'autant plus regrettables qu'elles peuvent avoir des conséquences fâcheuses, ont entraîné la foule à parcourir les rues de la ville avec des drapeaux américains en criant *vive la liberté de la presse, vive Pie IX*. Puis elle s'est dirigée sous les fenêtres du consul autrichien où les mêmes cris ont été poussés ; de plus, la foule a ajouté le cri de *mort aux Autrichiens* et l'agitation s'augmentant peu à peu les carreaux des fenêtres ont été brisés à coup de pierres. Ces scènes sont vraiment déplorables car elles peuvent compromettre et retarder l'avenir des réformes politiques si impatiemment et si justement attendues par l'Italie, en fournissant à l'Autriche un prétexte pour intervenir, prétexte que ses partisans pourraient bien être disposés à faire naître ou à se pas attendre.

Aussitôt que ces nouvelles ont été connues à Florence, des ordres ont été expédiés pour réprimer, même par la force des armes, le retour de semblables démonstrations. Un avis a été affiché pour en prévenir la population, mais cet avis était conçu en termes tels que l'irritation publique n'a fait que s'accroître.

Le jeudi soir, 13 mai, jour de l'Ascension, la vaste place d'armes de Livourne a été envahie par une foule compacte qui n'a pas tardé à pousser les mêmes cris que l'avant veille. L'autorité avait pris ses mesures et aussitôt la troupe de ligne et un escadron de cavalerie ont débouché sur la place que ce dernier a traversé au grand trot. Les cris n'en continuèrent pas moins. L'ordre de charger les armes a alors été donné et quelques arrestations au nombre de huit ou dix ont été faites, sans que la troupe ait rencontré une grande résistance de la part de la foule. Des patrouilles ont circulé toute la nuit.

Dimanche dernier, après que la musique des troupes eut terminé de jouer, ainsi qu'elle le fait le soir de jours fériés, un coup de pétard fut tiré et aussitôt la place fut envahie par la foule. Elle était si compacte qu'il était impossible d'avancer ou de reculer. Le colonel Laugier a voulu haranguer la foule, qu'il couvrait sa parole par des huées et des sifflets. Des ordres ont été alors donnés à la troupe de faire évacuer la place, qui, à un coup de sifflet, n'a pas tardé à être abandonnée par la foule qui s'est retirée dans des rues qu'on est occupé à repaver et où la troupe ne pouvait que difficilement avancer. A l'abri de toute attaque, la foule a continué à pousser les mêmes cris. Les troupes sont restées sur la place.

Ces démonstrations violentes, si elles continuaient, ne pourraient avoir que des résultats déplorables. Nous espérons que les Italiens comprendront que leur règne, nération, qu'ils sont si en droit d'attendre et que l'auguste chef des États romains a commencé avec une si noble résolution, ne peut être que le résultat de la modération. L'Italie a tout à attendre d'une révolution pacifique et cette révolution, commencée aujourd'hui, ne saurait plus reculer si l'Autriche ne trouve aucun prétexte pour venir s'immiscer dans les affaires d'un pays sur lequel elle ne pèse que trop déjà.

Par ordonnances royales des 22 et 27 avril 1847 : M. Pietri Paul-Antoine, lieutenant au bataillon de tirailleurs indigènes d'Oran, a été promu capitaine au même corps.

M. Agostini Antoine, adjudant sous-officier au 74^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au 34^e de même arme.

M. Franceschini François-Marie, sergent-major au 41^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

Ont été nommés chevaliers de l'ordre royal de la légion d'honneur :

M. Agostini Ange-Marie, capitaine au 53^e de ligne. Ristori Jean-Luc, sergent au 73^e de ligne.

Paoli Michel, sergent au 13^e léger. Bernardi Dominique-Marie, sergent au 6^e bataillon de chasseurs d'Orléans.

Giacobbi Antoine-Félix, lieutenant au bataillon de tirailleurs indigènes d'Alger.

Ferrandi François-Marie, sergent à la 4^e compagnie de sous-officiers vétérans.

Carli Félix, fusilier à la 8^e compagnie de fusiliers vétérans.

Don Paoli Louis, maréchal des logis à la 17^e légion de gendarmerie.

Orazi Ange-Toussaint, caporal au bataillon de voltigeurs corses.

Un brick ottoman, le *Mabrouk*, jaugeant 118 tonneaux, capitaine Omar Tétria, ayant quinze hommes d'équipage et soixante-six passagers, parti d'Alexandrie vers les derniers jours de mars, allant à Marseille

Nous empruntons à un document officiel la statistique suivante, relative à notre marine marchande : « L'effectif de la marine marchande, en France, était, en 1815, de 13,823 navires, jaugeant officiellement 611,492 tonneaux. — En 1844, ces chiffres avaient été : 13,079 navires et 604,687 tonneaux. Accroissement en 1845 : 146 bâtiments et 8,805 tonneaux.

Si l'on se reporte à 10 ans en arrière, à la moyenne de 1833-36, par exemple, on trouve que l'effectif officiellement constaté donnait alors environ 15,400 bâtiments et 685,000 tonneaux. Ce rapprochement indiquait qu'il y a eu décroissance ; mais la diminution n'est qu'apparente. En 1840, nombre de navires qui n'existaient plus depuis longtemps, et qui restaient néanmoins inscrits sur les registres de l'effectif, en ont été éliminés. Le jaugeage officiel avait d'ailleurs été réduit de 1/5 à 1/6 environ par l'ordonnance du 18 novembre 1837. Il faut considérer, en outre, que la moyenne annuelle du transport maritime de nos bâtiments, qui en 1835-36 ne ressortait qu'à un million de tonneaux (mouvement sous pavillon français), donne, pour 1845, un mouvement de 1 million 406,000 tonneaux. Notre effectif, en supposant qu'il ait été stationnaire depuis dix ans, quant au nombre et au tonnage des bâtiments, transporte donc aujourd'hui davantage, c'est-à-dire qu'il en est fait un meilleur emploi. Ce n'est pas là une décroissance, c'est au contraire un progrès. »

Nous sommes loin, nos lecteurs le comprendront sans peine, de partager l'optimisme du statisticien officiel. Sans contester la rigoureuse exactitude de ces chiffres, serait-il difficile de prouver les souffrances de notre marine ? Mais, au contraire, ces chiffres même en disent plus que toutes les démonstrations auxquelles nous pourrions nous livrer. Ils établissent ce fait douloureusement éloquent que depuis 10 ans notre effectif maritime est resté stationnaire. Avons-nous besoin d'autres preuves de notre infériorité ? Est-ce que tandis que toutes les marines marchandes des nations étrangères ont pris précisément dans la même période un si notable développement, notre immobilité n'est pas un symptôme de décadence ? Ne pas marcher au niveau des progrès des puissances rivales, c'est reculer : or, nous avons reculé, puisque nous sommes restés stationnaires au milieu des progrès de nos voisins.

Cette situation est la conséquence forcée de notre désastreux système de douanes. Le projet de loi soumis à l'examen des chambres améliorera-t-il sensiblement la position de notre marine ? Sensiblement ? non, nous le disons sans hésiter, si l'on s'en tient aux réformes timides du gouvernement. Toutefois, soyons justes, ces réformes, toutes timides qu'elles soient, présentent des avantages à notre marine marchande ; bien que ces avantages eussent pu être plus grands, nous devons les accepter néanmoins comme les précurseurs d'une réforme plus rationnelle. (Nouveliste.)

— On parle de la création d'un corps de travailleurs publics de l'Algérie. Ce corps aura des fonctions spéciales ; les employés qui en feront partie ne quitteront pas nos possessions d'Afrique.

— On écrit de Redon (Ille-et-Vilaine) : « Il s'instaurait ici un procès qui ne peut manquer d'exciter la curiosité publique. Une femme dont la famille habite Vannes, qu'elle a long-temps habitée elle-même, a porté plainte au ministère public contre son mari, qu'elle accuse de l'avoir renfermé pendant deux ans dans une chambre étroite et sombre où elle n'a reçu que de pain sec et d'eau.

« Nous ne savons encore si l'instruction justifiera cette accusation, mais nous avons vu la malheureuse femme qui prétend avoir été l'objet de ces excès. Sa faiblesse est extrême, elle se soutient à peine et semble réduite à un état de consommation qui fait pitié. »

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

M^r Cagnani avoué au tribunal civil de Bastia, demeurant en cette ville, rue droite, et celui constitué pour le sieur Louis Mari étudiant et pour la demoiselle Thérèse Mari propriétaire tous les deux domiciliés à Bastia, lesquels agissent en leur qualité d'héritiers bénéficiaires de feu Dominique Mari leur père, de son vivant avocat à la cour royale de Bastia, et sont représentés par M. Antoine-Louis Lottero leur mandataire négociant domicilié en cette ville, aux fins de la vente dont il sera parlé ci-après.

Fait savoir que par jugement rendu par le tribunal civil de Bastia le neuf avril mil huit cent quarante sept, ledits frère et sœur Mari, ex-noms, ont été autorisés à faire procéder suivant les formalités légales à la vente de l'immeuble Paterno provenant de ladite succession bénéficiaire, qu'en exécution dudit jugement un

cahier des charges, sous la date du 5 mai courant, a été dressé et retenu en minute par M^r Antoine-Joseph Gasco notaire commis pour procéder à l'adjudication laquelle aura lieu en l'étude dudit notaire sis sur la Traversée royale de cette ville, le lundi trente-et-un mai mil huit cent quarante sept à onze heures du matin. Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix de 23,528 francs fixée dans le jugement susmentionné et l'immeuble adjugé en un seul lot. Ledit immeuble est situé au lieu appelé Paterno territoire de la ville de Bastia et de la commune de Furiani, canton de Borgo arrondissement de Bastia. Il est composé de plusieurs parcelles de terrains des qualités ci-après spécifiées, d'une source d'eau, d'un grand et petit réservoir, d'une maison de maître et de colon dans laquelle existe une cuve en bois de la contenance de 29 hectolitres et 4 tonneaux, il a une superficie,

SAVOIR :

De 3 hectares	11	arcs de terre labourable.
— 3 —	75	— de terrain complanté à amendiers.
— 3 —	63	— de terrain complanté à oliviers.
— 4 —	45	— de terrain complanté à châtaigniers.
— 4 —	5	— de terrain complanté à vignes.
— 42 —	42	— de jardin complanté à citronniers.
— 14 —	91	— de masles.

Il aboutit au sud à la propriété des hoirs de M. Louis Dias et au ravin de Cota, au nord à l'immeuble appelé la Corbaja, appartenant à MM. Jean-Baptiste et Antoine-Hyacinthe Lota, à l'ouest à celui de M^{re} Lucie de Caraffa, née de Antoni, et à l'est à l'ancien chemin qui conduisait à St-Florent.

S'adresser pour prendre connaissance du cahier des charges adjoint notaire-commissaire et pour connaître l'immeuble à M. Lottero mandataire.

Signé : V. CAGNANI, avoué.

Bastia, le 5 mai 1847.

A LA LIBRAIRIE FABIANI.

IL MESE

DI MARIA

OSRIA

IL MESE DI MAGGIO

del Padre

ALFONSO MUZZARELLI.

Prezzo : 75 cent.

MOIS

DE MARIE

DE LA

JEUNESSE CHRÉTIENNE

Par M. L'Abbé MICHAUD,

Cura de Notre-Dame.

Deuxième édition, reliée 1 fr. 75 cent.

COMPENDIO

DEL MANUALE DELL'ARCICONFRATERNITA

DEL SANTISSIMO ED IMMAGOLATO

CUORE DI MARIA

PER LA CONVERSIONE DE PECCATORI.

Prezzo : 30 cent.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALERY FRÈRES. Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

Le bateau à vapeur LA LETIZIA partira de Bastia pour Ajaccio le 20 courant à 5 heures du matin, il relâchera à l'Île-Rousse et Calvi et arrivera à Ajaccio le soir du même jour.

Il repartira d'Ajaccio pour Bastia le 21 à 7 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'Île-Rousse.

Le bateau à vapeur LE COMMERCE DE BASTIA, partira de Bastia pour Marseille dimanche 23 courant à 8 heures du matin.

Le superbe paquebot à vapeur en fer et à hélice, le BONAPARTE, sortant des ateliers de MM. Benet et Compagnie de La Ciotat, et de la force de 120 chevaux commandé par le capitaine Cambiaggio, qui doit être rendu à Bastia sous peu de jours, partira de ce port pour Marseille vendredi 28 courant à 9 heures du matin. MM. les voyageurs trouveront à bord de ce beau navire tous les soins et toutes les commodités désirables.

Ce même bateau repartira de Marseille pour Bastia le 1^{er} juin, à 9 du matin.

Nota. La nouvelle construction du beau paquebot à vapeur sur le Comte de Paris, navigera désormais le service régulier entre les côtes françaises et italiennes.

Le bateau à vapeur LA LETIZIA partira de Bastia pour Portoferrato le 2 juin, jour de l'arrivée du Bonaparte de Marseille, à 4 heures du soir, et il repartira de Portoferrato pour Bastia le 5 à 4 heures du soir.

Le bateau à vapeur LE COMMERCE DE BASTIA, partira de Bastia pour Livourne le 2 juin, jour de l'arrivée de Bonaparte de Marseille, à 8 heures du soir, et il repartira de Livourne pour Bastia le 3 à 7 heures du soir.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour les bords de Fiumorbo le 6 juin prochain à 4 heures du matin, si toutefois il y a un nombre suffisant de passagers. MM. les baigneurs sont priés de se faire inscrire avant la fin du courant.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

LIVOURNE, 6 mai bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE, 6 id. mistick Misericorde, de 44 tx, c. Gabrielli diverses.

NAPLES, 8 id. balancelle St Henri, de 39 tx, c. Mat-tareso, en lest.

LIVOURNE, 9 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

DE LA PLAGE, 9 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, châtaignes.

DE LA PLAGE, 10 id. brick-goël. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, charbon.

FOLLONICA, 10 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Grasso, charbon.

FOLLONICA, 10 id. brick-goël. Belle-Catherine, de 62 tx, c. Giannelli, charbon.

MARSEILLE, 10 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Bagliani, blé, diverses.

MARSEILLE, 10 id. brick-goël. Ville de Bastia, de 75 tx, c. Zuani, diverses.

AJACCIO, 10 id. bat. à vap. Letizia, de 74, c. Lota, passagers.

LIVOURNE, 11 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Sisco, diverses.

DÉPARTS.

A LA PLAGE, 6 id. brick-goël. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, en lest.

A LA PLAGE, 6 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.

MARSEILLES, 6 id. bomb. Bonne Elise de 68 tx, c. Santi, huile.

MARSEILLE, 7 id. paquebot. Eurotas, de 160 chev. c. Legras, lieutenant de vais. dépêches.

LIVOURNE, 7 id. bat. à vap. Maréchal-Sebastiani, de 31 tx, c. Sisco, passagers.

AJACCIO, 7 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.

NAPLES, 10 id. balan. St Henri, de 39 tx, c. Mat-tareso, anguilles.

ALERIA, 11 id. balan. Ste Claire, de 46 tx, c. Lan-cetto, en lest.

ALERIA, 11 id. balan. Henriquette, de 62 tx, c. Rati, en lest.

LIVOURNE, 11 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passager.

MARSEILLE, 12 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Bagliani, diverses, et passagers.

Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA — IMPRIMERIE FABIANI

avec un chargement de blé froment et de maïs, a heurté l'un des récifs rochers sous-marins des *Momaci*, et a été échoué dans le port de Tiscano, près de Sartene, le 8 du courant.

On espère sauver une partie de la cargaison; quant au navire on le croit perdu. M. le maire de Sartene, qui s'est immédiatement rendu sur les lieux, accompagné de son premier adjoint, a procuré à l'équipage et aux passagers du *Mohouko*, tous les secours que leur état réclamait. (Journal de la Corse.)

NOUVELLES DIVERSES.

— Par ordonnance royale du 28 avril, le produit des centimes affectés aux remises, modérations, dégrèvements et non-valeurs de 1847 est reparti de la manière suivante :

Un tiers du produit des sommes imposées dans les rôles de chaque département est mis à la disposition des préfets.

Les deux autres tiers resteront à la disposition de notre ministre des finances pour être par lui distribués ultérieurement entre les divers départements, en raison de leurs pertes et de leurs besoins.

Seront imputés sur les fonds de 1846 qui n'auraient pas été acquittés faute de présentation aux caisses du trésor avant l'expiration du délai fixé pour le paiement des dépenses de ce dernier exercice. (Moniteur.)

— Il paraît à peu près certain que le marquis de Gironne sera nommé ambassadeur à Rome. On annonce également que le pape a manifesté l'intention de réserver un chapeau de cardinal à l'Espagne, ce qui prouverait qu'une réconciliation complète est sur le point de s'opérer.

— Le Journal des Débats annonce que M. Eynard, connu par les importants et nombreux services qu'il a rendus, depuis plus de vingt ans, à la Grèce, vient de donner, à cette nation, une nouvelle preuve de son dévouement. Instruit de la démonstration que vient de faire le gouvernement anglais, en envoyant trois vaisseaux de ligne réclamer les intérêts du semestre éché de l'emprunt, et que le gouvernement grec ne peut pas acquiescer en ce moment, M. Eynard aurait écrit au chef du cabinet de S. M. le roi Othon pour lui annoncer que si l'Angleterre persistait dans ses exigences, il mettrait à la disposition du gouvernement grec le montant du semestre réclamé.

Cet acte de générosité rappelle qu'en 1829, où les puissances européennes n'avaient encore pris aucun parti relativement à la Grèce, et ne lui fournissaient aucun secours, M. Eynard lui fit alors, sans garantie aucune, un envoi de 700,000 fr. qui sauva le pays d'une crise imminente.

— D'après une correspondance datée de Paris, le Times annonce que M. Colletti reste fidèle à ses liaisons françaises, et qu'il se moque des manifestations de l'Angleterre. Après s'être adressé vainement à la maison Rothschild de Paris et à la banque de France, le gouvernement grec aurait été plus heureux auprès de la maison Rothschild de Naples, et le baron Charles de Rothschild, fils du chef de la maison de Naples, se trouverait maintenant à Athènes, où une affaire se concluerait avec lui.

— D'après les dispositions prises par le gouvernement, l'administration des monnaies fabriquerait, pendant le cours de l'année 1848, pour 10 millions de pièces d'or et pour 70 millions de pièces d'argent de toutes valeurs.

— La commission d'instruction de la cour des pairs a décerné une commission rogatoire adressée à M. le juge d'instruction de St-Didier qui, ainsi que l'annonçait la Gazette des Tribunaux du 9 mai, avait été mandé au Luxembourg. En vertu de cette délégation des pouvoirs de la cour des pairs, M. de Saint-Didier s'est transporté hier dans le domicile de M. le général Cubières, à l'effet d'y rechercher et d'y saisir tous titres, lettres, documents et papiers relatifs à la prévention mentionnée dans l'ordonnance royale du 5 mai.

En vertu de la même délégation, M. le juge d'instruction a également procédé ce matin à une perquisition chez M. Parmentier pour y saisir toutes les pièces qui se trouveraient de nature à éclairer la justice sur les faits dont l'examen lui est délégué.

A 2 heures, la commission d'instruction à laquelle avaient été transmis les procès-verbaux du juge d'instruction ainsi que les pièces qui les accompagnaient, s'est réunie sous la présidence de M. le chancelier, et elle a repris le cours de l'interrogatoire de M. Despans-Cubières qui a duré jusqu'à 6 heures 1/2. M. le

chancelier et des pairs instructeurs ont porté avec un soin minutieux tous les détails des faits mentionnés dans la correspondance que M. Parmentier a déposée entre les mains du juge d'instruction et qui ne se compose pas seulement des lettres dont la publication a été faite à l'occasion du procès engagé devant la première chambre du tribunal de la Seine. Aussi, présume-t-on que l'interrogatoire de M. le général Despans-Cubières occupera encore deux séances. La commission d'instruction s'est ajournée à demain 2 heures après midi. (Gazette des Tribunaux.)

— La reine partira demain pour Aranjuez, accompagnée du président du conseil et du ministre de la guerre. Les cortès suspendront, dit-on, leur session pendant leur absence. (Mémorial des Pyrénées.)

— Un funeste accident est arrivé samedi 1^{er} mai à bord de la frégate à vapeur le *Gomer*, mouillée devant Saint-Vaast. En tirant une salve à l'occasion de la fête du roi, un canon, dont la lumière était mal bouchée, est parti pendant qu'on le chargeait; un des premiers servants a été tué, l'autre a eu l'avant bras emporté. Le marin qui a péri si malheureusement est un nommé Eustache, de Cherbourg, âgé de 24 ans; il était à la veille d'avoir son congé.

Le *Gomer* est revenu à Cherbourg dimanche avec ses deux victimes, qui ont été transportées à l'hôpital. (Phare de la Manche.)

— On écrit de Batavia que le commerce de la glace, tenté depuis peu dans les contrées brûlantes de l'Inde et de l'archipel indien, est déjà devenu, pour les États-Unis qui l'exploitent, une des branches les plus lucratives de leur exportation. Par une température à peu près constante de 26 à 28 degrés Réaumur, on prend maintenant des glaces et on boit du champagne frappé à Calcutta, à Madras, à Batavia, à Manille et à Canton, où l'alcazar était naguère le seul réfrigérant en usage.

Pour donner une idée de l'importance de ce nouveau commerce équatorial, nous citerons une maison de Boston qui, dans une seule année, a expédié en Asie 101 navires avec des cargaisons de glace, lesquelles ont produit 17 millions de florins! C'est presque autant que produisait habituellement une récolte de vin de Bordeaux.

— Le paquebot le *Penguin* a apporté des nouvelles de Montevideo du 10 février. Riveira y était retourné, mais il avait été reçu froidement, et il était reparti sur le bateau à vapeur français le *Fulton*, pour le fleuve Uruguay, à la recherche de ses troupes dispersées. Le gouvernement de Montevideo n'est plus maître que de Colonia. Les ministres de la guerre, des finances et des affaires étrangères, ont donné leur démission. Béjar a accepté le portefeuille des finances; Munoz, ceux de la guerre et des affaires étrangères; P. Vazquez est le directeur secret de tout le gouvernement y compris le président. Depuis l'affaire de Paysanda, Riveira est très-impopulaire. On ne sait pas où le bateau à vapeur français le *Fulton* le conduira, mais on croit qu'il a l'intention de se rendre au Brésil. S'il était resté plus longtemps à Montevideo il courrait risque d'y être assassiné par les basques qui lui reprochent d'avoir laissé exterminer presque entièrement le corps basque à Paysanda.

— TUNIS, 2 mai. Déjà les chaleurs se faisaient sentir et le thermomètre s'était élevé plusieurs fois à 49 et 50°, mais les vents d'Est ont rafraîchi le temps, et une bonne pluie, qui a duré quelques jours, a fait grand bien aux récoltes, qui se présentent avantageusement; ainsi on peut espérer que dans un mois les blés seront en maturité, ainsi que les orbes.

Le pays est tranquille. Le commerce a pris un peu d'activité par l'arrivée des bâtiments étrangers.

Le bey s'occupe toujours d'amélioration et d'embellissement. Il fait construire une nouvelle porte d'entrée du côté de la mer; il va faire paver le quartier européen et élargir les rues de manière que les voitures puissent y passer.

Les troupes qui étaient en congé depuis le retour de France du bey rentrent à leurs corps respectifs. Un camp très-nombreux va se former à la Goulette, non par la crainte de la flotte ottomane, mais comme camp d'instruction, et le bey va s'y rendre au milieu de ses troupes pour faire usage de bains de mer, qu'il prend chaque année.

— Le capital de la caisse d'épargne était au 1^{er} janvier 1845 de 120,619,558 fr.; au 1^{er} janvier 1846, de 140,037,370 fr.; au 1^{er} janvier 1847, de 159,186,574 fr. 45 c. et au 8 mai courant 167,785,388 fr. 45 c.

— Les exercices de l'escadre d'évolution du prince de Joinville seront cette année plus importants et plus nombreux que dans les campagnes précédentes. Les études du prince porteront principalement sur les changements à faire subir aux vaisseaux de ligne et particulièrement aux vaisseaux de 100 canons. Déjà, sur ses observations, des modifications ont été ordonnées par le département de la marine; il s'agit aujourd'hui principalement de les compléter par suite des études que les épreuves de la campagne prochaine auront fait faire.

— Le général Espartero, qui est toujours à Londres, vient, dit-on, d'écrire à la reine Isabelle une lettre pleine de soumission, dans laquelle il proteste de son dévouement et de son profond respect pour S. M., et sollicite avec instance l'autorisation de rentrer en Espagne. Le général Linage et ses autres partisans auraient également écrit à la reine dans le même sens.

— (Voie extraordinaire.) Lorsque l'on a appris à Mexico la prise de la Vera-Cruz, on a résolu de continuer la guerre; 3,000 hommes avaient reçu l'ordre de partir de Mexico et 4,000 de San-Luis de Potosi au Puante-Nationale, très forte position sur la route de Valopo; et à Laffaya on avait monté quelques pièces d'artillerie.

Il y avait peu de troupes régulières sur ces divers points, mais environ 2,000 hommes de la milice indienne. Le général Canazizo était arrivé à Jalopo pour prendre le commandement.

Santa-Anna, qui avait repris les rênes du gouvernement comme président, avait demandé au congrès l'autorisation d'emprunter 20 millions de dollars à toutes conditions.

L'avant-garde de l'armée du général Scott était en marche vers Mexico et devait y arriver vers la fin du mois d'avril. On pensait que les Américains pénétreraient sans résistance dans cette ville. On croyait que le général Taylor ferait une diversion sur San-Luis et Jacoteas pendant la marche du général Scott.

Les autorités américaines avaient établi à Vera-Cruz un tarif sur les subsistances et les marchandises telles que vins, cidres, porters.

Les navires qui arriveront seront soumis aux règlements, suivis dans les ports américains.

— Le roi, sur la proposition de M. le ministre de l'intérieur, a bien voulu conférer à M. Gavini, sous-préfet de l'arrondissement de Thiers, le titre de chevalier de l'ordre de la légion d'honneur.

L'honorable distinction dont le premier fonctionnaire de notre arrondissement vient d'être l'objet a été accueillie avec un sentiment unanime de satisfaction. Nul, en effet, n'y avait plus de droit.

Trente années passées au service de l'Etat, dans des fonctions plus honorifiques que lucratives; un zèle et un dévouement sans bornes pour les intérêts de ses administrés; une intelligence élevée des devoirs de sa position; l'estime et l'affection, non-seulement des personnes qui vivent dans son intimité, mais aussi de toutes celles qui l'approchent, tels sont les titres de M. Gavini à la considération publique, tels sont ses droits à la justice du gouvernement.

Préoccupé surtout des soins que lui imposent ses fonctions, M. le sous-préfet de Thiers s'est toujours tenu éloigné des luttes politiques qui, dans ces dernières années surtout, ont agité le pays. Aussi pouvions-nous dire sans crainte qu'il ne compte que des amis dans les divers partis qui divisent l'arrondissement, que tout le monde s'associera à nous pour le féliciter de la récompense qu'il vient d'obtenir, et qu'il aurait sollicitée depuis long-temps, si la modestie n'était point toujours la compagne du vrai mérite. (Journal de Thiers.)

EXPÉDITION DE KARYLIE.

Alger, 11 mai.

— Nous apprenons que la colonne aux ordres de M. le maréchal gouverneur-général est arrivée le 8 au soir sur le Oued-el-Had. Le bivouac, établi sur cette rivière, était entouré de riches et nombreuses cultures arabes, qui ont été ménagées avec le plus grand soin par ordre de M. le maréchal.

Pendant les journées des 7 et 8, les petits camps, encore employés aux travaux de la route d'Aumale, se sont réunis successivement à la colonne expéditionnaire; ce sont ceux de Bou-Atin, Melah-el-Koraa, Kalamoudi et Tifferas. Chacun de ces détachements avait dû laisser sur place ou renvoyer à Alger un matériel considérable.

Comme de coutume, le kalifat Si-Mohamed ben Mahieddin a répondu avec un grand empressement à l'ap-

pel que lui a fait M. le colonel Lamaze, directeur des affaires arabes; il a fourni sans retard les papiers des arabes destinés à servir pendant la nuit à la conservation de ce matériel, et des mulets en nombre suffisant pour le transporter à Alger ont été réunis par ses ordres.

On ne saurait trop faire l'éloge des services que ne cessent de nous rendre les indigènes soumis à l'autorité de ce kalifat et du zèle avec lequel ils accomplissent les corvées que nous leur imposons.

Depuis l'Arba des Beni-Moussa, la colonne a constamment suivi la route à laquelle on travaillait depuis le mois d'octobre. Le tracé en est excellent, et des empierrements, pratiqués avec soin, permettent désormais aux voitures assez légères et bien attelées de la parcourir librement jusqu'à Aumale.

C'est donc encore une nouvelle communication ouverte avec l'intérieur, et dont on est redevable au dévouement et au travail intelligent de l'armée.

La colonne expéditionnaire devait camper le 9 sur l'Oued-Zeghoua, le 10 à Bethome, le 11 à Aouine-Besam et arrivera le 12 à Bordj-Hamza, où elle opérera sa jonction avec les bataillons venant d'Aumale, sous les ordres du colonel de l'Admirault.

Le zèle digne d'éloges qui anime nos chefs indigènes, les guides sûrs, les renseignements exacts dont on est entouré, enfin la confiance absolue de l'armée dans son chef, tout promet à cette expédition l'issue la plus heureuse.

La santé de M. le maréchal gouverneur-général, chancelant au moment de son départ d'Alger, a éprouvé une amélioration notable. (Akhbar.)

— On lit dans la Gazette des Tribunaux : L'interrogatoire de M. Despans-Cubières a été clos aujourd'hui par une séance qui a duré 3 heures.

Après cet interrogatoire, un mandat de comparution a été immédiatement décerné contre M. Parmentier, conformément à l'art. 61, 1^{er} alinéa, du code d'instruction criminelle.

C'est demain que comparaitra devant la commission d'instruction M. Parmentier, qui déjà, avant que la cour des pairs ne fût saisie par l'ordonnance royale du 5 mai, a été, sur la réquisition de M. le procureur du roi près le tribunal de la Seine, entendu par M. le juge d'instruction St-Didier.

On présume, d'après le nombre des personnes désignées dans la correspondance et dans les pièces produites au procès que l'information prend de grands développements.

— Dans une encyclique adressée à tous les évêques d'outremer le pape prononce en faveur de l'abolition de l'esclavage, mais il recommande dans la pratique la prudence et la modération que les circonstances réclament.

— Le navire *Exmouth*, de Newcastle, était parti, il y a six semaines 8 jours, de Londonderry pour Québec avec des émigrants; il y avait à bord 168 personnes, tant passagers qu'officiers et matelots; assailli le lundi et le mardi par une violente tempête, l'*Exmouth* perdit son commandement, devint tout à fait ingouvernable et fut jeté, dans la nuit du mardi au mercredi, sur les rochers de Balavie avec une violence telle que le bâtiment fut mis en pièces dix minutes après avoir touché. Le capitaine, l'équipage et tous les passagers ont péri à l'exception de trois marins qui étaient dans les haubans et qui ont été précipités sur les rochers. Un navire, la *Moderno-Athènes*, passant près du théâtre du sinistre dans l'après-midi de mercredi, aperçut un grand nombre de cadavres que les vagues entraînaient vers les rochers, et a recueilli les trois survivants qu'il a ramenés dans un port d'Ecosse.

— ANKON, 23 avril. On écrit d'Athènes que le 16 courant M. Piscatory a reçu une dépêche de son gouvernement par le vaisseau l'*Infatigable*. Cette dépêche annonçait à l'ambassadeur le départ soudain de Londres du prince Louis Bonaparte. Kalergis avait offert la couronne de la Grèce à quelques notabilités appartenant à des dynasties déchues, et notamment au prince Louis Bonaparte.

M. Coletti a répondu à la note que sir E. Lyons lui a remise de la part du gouvernement britannique; le ministre soutient que dans les différends survenus entre la Grèce et la Turquie, le gouvernement grec n'a pas joué le rôle d'agresseur, que la garantie politique des puissances existe toujours et que le gouvernement grec est toujours prêt à accorder une réparation à la Porte Ottomane, pourvu que M. Mussurus ne revienne pas à Athènes. (Gazette d'Augsbourg.)

— M. Martin, possesseur d'une immense fortune territoriale en Irlande, et membre du parlement pour

le district de Galway depuis plus de vingt ans, vient de mourir à son château de Ballynagowan. Son décès a été tellement affligé de cette perte cruelle, qu'il s'est empoisonné et a suivi son père dans la tombe.

HISTOIRE DE FRANCE, DEPUIS L'ORIGINE DE LA NATION JUSQU'AU RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE 1^{er}, PAR M. OZANEUX, INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNIVERSITÉ (1).

Il y a trente ans une histoire de France était nous ne dirions pas difficile, mais impossible à composer. Non seulement les faits étaient mal connus, mais, ce qui est plus important, la physiologie de ces faits n'était pas même soupçonnée. Tout était de convention; on écrivait avec un parti pris à l'avance; on avait fait son système et il fallait, bon gré mal gré, que tous les faits vinssent se plier sous le niveau de ce système. Les sources originales étaient peu connues, encore moins étudiées en général; on possédait bien des monographies assez sérieuses sur certaines portions de nos annales, mais elles étaient isolées sans lien possible avec l'ensemble. A la fin du XVIII^e siècle, des travaux assez remarquables avaient été entrepris sur nos origines, mais ces travaux participaient de l'idée dominante de l'époque; c'étaient comme des protestations contre ce qui existait, des machines de guerre pour détruire, mais ce n'étaient point encore des matériaux pour la construction.

Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Grâce aux investigations patientes, infatigables de la nouvelle école historique, nous possédons des lumières nombreuses, fécondes sur nos origines; le chaos a été débrouillé et la lumière commence à se faire. Tout le monde connaît les travaux de MM. Thierry, Guizot, Sismondi, etc. qui ont retrouvé les anciens titres de notre histoire, redonné aux faits politiques, moraux leur caractère, leur importance. Une histoire de France est devenue possible; mais pour être possible, elle n'est pas moins difficile, car l'abondance des richesses embarrasses là où la stérilité désespérait jadis. Cependant les difficultés n'ont pas rebuté les travailleurs; chacun s'est mis à l'œuvre avec son idée à lui, ses pensées systématiques; et plus d'une histoire a été composée plutôt dans l'intérêt d'un parti, d'un point de vue étroit, exclusif, mais même dans ces histoires ainsi franchement partiales, il est impossible de ne pas reconnaître la trace des études sévères qui ont été faites. De cette divergence d'appréciation résultent sans doute plus tard une vue d'ensemble plus exacte, plus vraie, parcequ'elle aura été plus générale et qu'elle aura été obligée de prendre en considération toutes les inspirations du passé qui se reflètent dans celles du présent. Le moment n'est pas encore arrivé pour une grande et complète histoire de France; il reste bien des points à étudier ou à mettre en saillie plus vive. L'accord et l'harmonie ne sont point nées tout à fait, mais, chaque jour nous en approchons.

En attendant que ce monument puisse être érigé à la gloire et à l'instruction de notre pays, toutes les tentatives qui vulgarisent les progrès accomplis, qui popularisent les faits historiques, qui font faire des progrès aux études sérieuses de nos annales méritent d'être accueillies et saluées avec empressement: elles partent d'une ambition trop noble pour qu'on ne les reçoive pas avec reconnaissance. Faire connaître son pays, montrer la tradition de toutes les idées nobles, élevées, que les générations se sont léguées avec une religieuse fidélité, les fils ajoutant toujours au dépôt laissé par les pères, de telle sorte que l'œuvre commencée n'aille pas défailir, mais s'agrandissant chaque siècle; faire ressortir cette puissante solidarité qui lie le XIX^e siècle aux siècles précédents et qui par le passé fait pressentir l'avenir, n'est-ce pas là une noble tâche qui mérite dignement les sympathies de tous? L'histoire en effet ne saurait se réduire, si elle veut être digne de son nom, à une nomenclature sèche et aride de faits, à une chronologie froide, à un inventaire triste et misérable qui ne se recommanderait que par son exactitude. Ce n'est là que le squelette de l'histoire; mais il faut l'animer; il faut que l'écrivain vous fasse sentir cette âme nationale qui bat, palpite, qui veut, qui aime, qui gronde, qui se sacrifie et poursuit, à travers mille périls, mille révolutions sa mission, et qui vit

(1) Deux volumes in-8°, chez Mardelaine et Desobry, Paris, rue des Maçons Sorbonne.

inlassablement sa vie de dévouement, de sacrifices et qui enfin arrive au but parce qu'elle l'a voulu. Notre civilisation n'est pas d'hier; grâce à Dieu, nous ne sommes pas un peuple sans passé, sans souvenirs; toutes les douleurs, tous les sacrifices de nos pères n'ont pas été stériles et si leurs labeurs nous ont profité, c'est à la condition que les nôtres profiteront, à leur tour, à nos neveux. Cette connexion intime de ce qui est avec ce qui fut, voilà ce que l'histoire, pour être la leçon du monde, ne doit pas perdre de vue. A ce prix elle deviendra une haute et consolante leçon philosophique, elle cessera d'être un amusement pour les grands enfants, une distraction mesquine à l'usage des oisifs.

Ce caractère de toute vraie et grande histoire, quel que soit son étendue, générale, détaillée, abrégée ou particulière, nous paraît être surtout celui du livre de M. Ozaneux, et c'est ce qui a fait le charme pour nous de cette lecture. A lire son livre, on sent que l'auteur appartient à cette forte génération d'hommes qui prennent la vie au sérieux comme un devoir plein de noblesse et d'élevation, qui, rempli fidèlement, redonne à l'homme ses vrais titres. Aujourd'hui, par ce temps malheureux de scepticisme, d'égoïsme, par ce temps où peut généraliser l'idée générale est sacrifiée aux intérêts mesquins du jour, qui ne peuvent pas même, par une juste punition de toute déviation morale, étourdir, il est bon de rencontrer de ces protestations éloquentes contre une fausse direction qui à la longue peut être funeste au pays. L'étude de l'histoire de notre pays, faite de haut, peut contribuer à conjurer ce mal et, nous ce rapport, le livre de M. Ozaneux vient à son temps.

Son mérite principal est donc pour nous ce que nous appellerons sa haute moralité; c'est cette appréciation exacte et chaleureuse cependant des faits du passé; cette observation de tous les progrès accomplis se rattachant aux progrès précédents, et montrant cette filiation consolante des conquêtes politiques, morales, religieuses, littéraires et artistiques, procédant avec un ensemble majestueux et plein de force. Rien de heurté, comme dans tout ce qui est appelé à durer; rien de forcé; point de ces coups de théâtre qui émeuvent un moment, mais qui ne laissent rien après eux. Notre histoire procède avec plus de calme et de véritable grandeur; le bruit n'est pas la gloire. Nous sommes fiers à raison de tout ce que nous avons conquis; mais à bien dire notre grand mérite ou notre grand bonheur c'est d'être venus les derniers. Ne soyons donc pas ingrats à toute histoire qui prétendrait, pour notre plus grand amour propre, improviser à date fixe notre état social, ne serait pas une histoire, car elle ne serait ni vraie, ni juste, ni même adroite; l'oubli du cœur n'engendre qu'oubli et pour nous élever un moment, nous nous apprêtons une triste chute. On ne ment plus aujourd'hui au passé et historiquement parlant il n'y a plus de parvenus.

M. Ozaneux s'est bien gardé de cette infatuation pleine d'ingratitude. Dans son livre rempli de faits, de faits vraiment dignes de ce nom, qui ont laissé trace après eux, il s'attache à constater cet enchaînement du passé et du présent. Comme il le dit quelque part : « La liberté et l'égalité ne sont pas de moderne invention; nos pères connaissaient comme nous leurs droits et leurs pouvoirs; toutes ces idées dont nous sommes si fiers avaient cours alors, avec une différence seulement dans le nombre de ceux qui pouvaient les comprendre et savaient en profiter. »

Oui, sans doute, aujourd'hui le nombre des intelligents et des voulants s'est accru, mais n'est-ce pas aux efforts de nos pères, à leurs combats, à leurs souffrances, à leurs sacrifices que nous en sommes redevables? Ne détruisons pas le passé et soyons bons fils, si nous voulons être bons pères à notre tour.

C'est cette reconnaissance vive, chaleureuse pour le passé qui nous plaît dans M. Ozaneux. Ce n'est pas seulement de la justice, c'est encore de l'habileté; car l'histoire ainsi envisagée y gagne singulièrement en intérêt et en vérité. Ce n'est pas une suite de faits isolés, sans connexion, une table de matières épluchée ou froidement amplifiée; c'est un drame véritable avec son unité d'action, ses péripéties, son dénouement qui finit aujourd'hui pour recommencer demain. Nous voyons clairement d'où nous sommes partis, où nous aboutissons. Si, par exemple, nous joignons à cette heure du régime municipal, nous savons où en retrouver l'origine; l'histoire des municipes romains,

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PREUX de l'abonnement pour la Corse. Un An 16 fr. Six mois 8 fr. Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La tribune législative n'offre que peu d'intérêt. La chambre des pairs a adopté le projet de loi sur l'organisation nouvelle à donner au chapitre de St-Denis. C'est au fond une assez petite affaire pour laquelle on a fait grand bruit et dans laquelle l'opposition a affecté de voir une conspiration contre l'indépendance de la religion et une arrière-pensée de créer un clergé officiel, sous la dépendance du pouvoir temporel. Le projet de loi est beaucoup plus modeste et les déclarations du gouvernement lui ont rendu ou plutôt maintenu le caractère qu'il n'aurait point dû perdre, si l'esprit de parti pouvait rester calme et impartial.

Au Palais Bourbon, le règlement définitif du budget de 1845 a donné lieu à des débats assez vifs, mais ne présentant pas cependant un grand intérêt. Les travaux des chambres marchent rapidement, et à la dernière séance, quelques députés ont réclamé la discussion prochaine du budget de 1848. C'est là un indice de fatigue et d'impatience.

Peu ou point de nouvelles intéressantes. O'Connell, ce grand agitateur de l'Irlande, vient de mourir à Gènes, au moment où il s'apprêtait à se rendre à Rome, où il espérait puiser de nouvelles forces pour reprendre sa lutte contre l'Angleterre, au nom et dans l'intérêt de son pays. C'est là une grande existence noblement remplie, et qui laissera un vide immense, irréparable peut-être dans cette malheureuse Irlande, opprimée depuis si longtemps. Il sera difficile de remplacer O'Connell et de retrouver, pour un autre, l'immense ascendant qu'il exerçait.

Les dernières nouvelles de Tati sont satisfaisantes. La population traquée dans ses derniers retranchements, presque inaccessible, au haut d'une pyramide de rochers coupés à pic et n'offrant qu'un chemin perpendiculaire, si on peut donner ce nom à un sentier qui n'aurait d'autre point d'appui que des racines et des crevasses dans lesquelles on plantait des jalons, a fini par se soumettre, par rendre ses fusils et reconnaître le protectorat de la France. De son côté, la reine Pomaré, vaincue dans sa résistance et dans ses bouderies, est rentrée, elle aussi, à Papeiti et a reconnu le protectorat. La tranquillité est donc rétablie et nous pourrions désormais jouir paisiblement des avantages que peut offrir à notre navigation la possession de ces lies dans la mer du sud.

L'expédition du maréchal Bugeaud dans la Kabylie insoumise, n'a point rencontré jusqu'ici d'obstacles. Aucune attaque n'a été faite contre nos troupes et quelques soumissions nouvelles ont eu lieu. Cette promenade militaire aura donc, nous l'espérons, d'excellents résultats pour la colonisation de l'Algérie et complètera ainsi l'œuvre de pacification déjà accomplie pour la partie la plus considérable de cette région de l'Afrique.

Le bateau à vapeur le Bonaparte a tenu complètement ses promesses. Parti de Marseille, mardi, à neuf heures et quart, il est arrivé ici hier à cinq heures et demie, cinq heures avant le bateau de la correspondance. Et encore le Bonaparte s'est-il détourné de sa route, pour aller, par exception, déposer des voyageurs à la Ciotat, ce qui lui a causé une heure ou moins de retard; c'est donc une avance de six heures qu'il a eu sur le bateau de l'État. C'est déjà là un résultat magnifique et qui témoigne de la bonté et de la force de sa machine. Ainsi les promesses faites n'ont point été trompeuses.

Quant au bateau en lui-même, il est on ne peut plus satisfaisant. Sa forme est élégante, gracieuse et sa machine est superbe. C'est la une construction qui fait le plus grand honneur à ses habiles constructeurs, MM. Barnes et Vence. L'ameublement des premières et des secondes est un des plus remarquables que nous ayons vu sur des bateaux de commerce et

qui peut parfaitement soutenir la concurrence avec les bateaux de l'État, pour lesquels l'argent n'est point épargné. Tout sur le Bonaparte est d'une grâce élégante, coquette, et les nombreux visiteurs qui l'ont parcouru en revenant enchantés. Ce bateau réunit ainsi tous les avantages; la vitesse réunie au confort.

Nous ne pouvons donc qu'applaudir de nouveau aux efforts et aux sacrifices faits par la compagnie Valéry pour atteindre et multiplier les relations entre la Corse et le continent français, et nous ne doutons pas que l'établissement de ces nouveaux bateaux, le Bonaparte, aujourd'hui en activité, et le Comte de Paris, qui pourra commencer ses voyages à la fin de juillet, ne rendent plus fréquents, par les commodités qu'ils offriront et par la vitesse que l'un d'eux a déjà réalisée, les voyages entre notre île et Marseille. C'est là un résultat qui témoigne trop en faveur de la compagnie Valéry pour que nous ne soyons pas heureux de le constater. C'est, en définitive, notre pays qui en recueillera tous les fruits. Les journaux de Marseille, de toutes les nuances, se sont plus à signaler ce nouveau service, ou plutôt l'extension qu'a reçue l'ancien et cette justice payée par la presse de Marseille est parfaitement méritée.

D'après les dernières nouvelles qui nous sont arrivées de Livourne, les scènes de désordre que nous avions racontées ne se sont point renouvelées. Le premier moment d'exaspération passé, on a compris à son véritable point de vue la nouvelle législation sur la presse, dont le grand duc vient de doter la Toscane. Les nouveaux droits accordés sont un progrès sur le passé. L'esprit libéral qui a fait accorder les concessions à l'opinion publique, veillera sans aucun doute à ce que les conseils de censure ne compromettent point par des exigences déplacées la part de liberté accordée. La discussion des actes de l'autorité, calme, modérée portera avec elle ses fruits et c'est une immense avantage que de pouvoir obtenir une tribune si étroite soit-elle d'où l'on puisse, même avec de grandes réserves, aborder la discussion des actes de l'autorité. L'opinion publique a une grande force, et elle se fera sentir en Toscane comme ailleurs. La mesure, dont nous parlons, avait été, au reste, parfaitement accueillie à Florence. A Livourne on est revenu du premier moment d'entraînement peut-être irréfléchi, et dont nous avions blâmé l'expression tumultueuse. C'est surtout pour une ville de commerce que convient la tranquillité. Il importe de ne point éloigner le commerce qui ne peut vivre et prospérer que dans le calme. On l'a compris à Livourne et nous en sommes heureux. Les ennemis de l'affranchissement de l'Italie comprendront qu'il faut même renoncer à l'espoir coupable qu'ils avaient pu former de voir des troubles compromettre les réformes attendues et donner raison aux craintes intéressées de l'esprit rétrograde. Les nobles exemples donnés par l'illustre Pie IX, par le roi de Sardaigne et le grand duc Léopold porteront ainsi leurs fruits. Les populations intelligentes de ces pays prouveront, par leur modération même, que le moment est enfin venu pour leur gouvernement de s'associer franchement aux progrès sages et raisonnables que réclame l'opinion publique.

— Par ordonnance du roi, rendue sur la proposition de M. le ministre de l'instruction publique, M. Lucien Delacroix, d'Ajaccio, professeur au collège royal de Rennes, a été nommé chevalier de la légion d'honneur.

— Par décision de M. le ministre de la justice et des cultes, un secours de 3,000 fr. a été accordé pour les réparations à faire à l'église de Cauro.

— Nous avons annoncé qu'un brick ottoman, le Nabouka, ayant touché l'un des récifs sous-marins des Monaci, avait été échoué dans le port de Tis-

zaco. Les soixante-dix passagers arabes qu'il amenait à Marseille, après avoir reçu à Sienne tous les secours que leur état réclamait, ont été dirigés vers Ajaccio, où ils sont arrivés la semaine dernière. Ce sont ceux qu'on appelle des maures, c'est-à-dire descendants directs de la race primitive arabe, ils appartiennent en grande partie à la province d'Alger; ils reviennent tous du pèlerinage de la Mecque, ce qui leur donne, dans leurs tribus, un caractère de vénération et une grande part d'influence. Il ont été ici l'objet des plus grands égards de la part de la population et de celle de l'autorité. Grâce aux soins de M. le conseiller remplissant les fonctions de préfet, ils ont été logés et nourris et prendront passage demain sur le paquebot-poste de la correspondance, qui les conduira à Marseille. Il raconteront, disent-ils à leur co-religionnaires, le bienveillant accueil qu'ils ont reçu dans cette île française. (Journal de la Corse.)

NOUVELLES DIVERSES.

— Un événement déplorable, qui a failli coûter la vie à la reine des Belges, est arrivé sur le chemin de fer de Verviers. Voici en quels termes l'Indépendance Belge rend compte de ce triste accident :

« Nous avons à annoncer un déplorable événement. S. M. la reine, partie ce matin pour conduire le roi jusqu'à Verviers, devait être de retour aujourd'hui à cinq heures. Comme il y avait en quelque retard à la station de Verviers, le convoi qui ramenait S. M. marchait assez rapidement; arrivé à la hauteur de la station d'Ans, il a, paraît-il, été rencontré, précisément à l'intersection des deux voies, par le convoi parti de Bruxelles à onze heures.

« Le choc a été terrible; d'innombrables suites que notre reine n'a reçu aucune contusion, mais il n'en a pas été de même de toutes les personnes de sa suite, et c'est avec douleur que nous avons appris que M. le général Chazal a été assez grièvement blessé; il a, dit-on, une côte enfoncée; on nous a toutefois assuré que son état n'inspirait pas de vives inquiétudes.

« M. le général d'Hane a reçu une contusion à la tête. Un des fourriers du palais a eu le bras cassé.

« S. M. est arrivée ce soir au château de Laeken.

« M. le général Chazal a été transporté à Liège.

« Ce cruel événement a eu lieu entre deux et trois heures de l'après-midi; une locomotive est partie immédiatement, pour porter d'un instant de la reine pour le roi, qui devait passer la nuit à Deutz (Cologne), et qui aura reçu la triste nouvelle vers sept heures du soir.

« La reine a été admirable de dévouement et de tranquillité d'esprit.

« La personne qui nous donne ces détails a vu les voitures du convoi royal qui ont le plus souffert; elles ont des parties littéralement broyées.

« C'est un miracle providentiel que l'on n'a pas de malheurs plus grands encore à déplorer. »

MADRID, 9 mai. — Le 4 de ce mois, lorsque la reine rentrait au palais après sa promenade, deux détonations se firent entendre dans la rue de Alcalá au moment où S. M. passait. Dans le premier moment, on les attribua à des pétards placés sous une voiture, et auxquels des enfants avaient mis le feu, ce fut du moins la version de plusieurs journaux de Madrid; mais d'après les investigations de la justice, il paraît que ce sont des coups de pistolet qui ont été tirés et qu'ils étaient dirigés contre la reine. Un rédacteur du *Clamor Público*, M. Angel de la Riva a été arrêté préventivement, ainsi que plusieurs autres personnes. M. le ministre de la guerre est revenu d'Aranjuez à Madrid, où l'appelaient, dit-on, la marche de l'instruction relative à cet attentat.

ALGER, le 9 mai. — La colonne expéditionnaire dirigée sur la Kabylie se trouvait campée le 7 au soir près de Dra-Khorouch, à 12 kilomètres avant Sakhamondi et à près de 40 kilomètres d'Alger.

M. le maréchal avait rejoint la colonne vers six heures du soir, suivi de ses aides-de-camp et officiers d'ordonnance, et accompagné de MM. les généraux Lechêne, Gentil et Blangini, ainsi que de M. le colonel Daumas, directeur central des affaires arabes.

des communes du moyen âge qui se rattachent, par une filiation non interrompue, aux communes de nos jours avec les différences des temps, prend des proportions plus hautes, c'est un héritage pour nous avec tous les souvenirs qui s'y attachent.

Mais ce mérite, ce grand mérite de reconnaissance pour le passé, n'est pas le seul du livre de M. Ozaneux. Donner à l'histoire la portée morale, montrer la chaîne qui lie tout à tout nos annales, c'est déjà beaucoup, c'est presque tout. Pour être obligatoire ce mérite n'est cependant pas commun, mais M. Ozaneux ne s'en est pas contenté. Il a voulu mieux que cela et plus son ambition a été haute, mieux aussi il a réussi. Ecrite d'un style animé, sans faux ornements, plein de chaleur juvénile, sans emportement ni fougue ni déclamations froides, qui fait mieux sentir les inspirations du cœur sans les exagérer, son histoire fait aimer le peuple dont elle raconte la vie. Modérée et calme, l'histoire de M. Ozaneux juge avec un rare bon sens les querelles religieuses, politiques; tenant la balance égale entre les opinions diverses et appliquant une tolérance intelligente, elle n'a ni anathèmes impitoyables, ni exaltations furieuses; elle ne réhabilite pas à grand fracas ce qui fut mal, ce que le bon sens a condamné. Elle veut être vraie, impartiale, et elle réussit à l'être.

Un autre mérite de cette histoire, qui lui donne un attrait particulier, c'est ce qu'on est convenu d'appeler aujourd'hui couleur locale. Mais aux rebours des faiseurs de livres, qui visent plus à la quantité qu'à la qualité, M. Ozaneux en use, mais il n'en fait pas abus. Les lieux où se sont passés de grands faits historiques sont décrits par lui avec exactitude, non pas sur des ouï-dire, mais on devinerait, si on ne le savait, que l'auteur a vu les lieux dont il parle et qu'il les dessine parfaitement les ayant eus sous les yeux. Ces cadres des grandes scènes de notre histoire ainsi refaits avec fidélité prêtent un charme de plus au récit. Qui n'a éprouvé l'effet qu'a produit sur l'âme la vue des lieux où l'humanité a eu un de ses jours de combat, de lutte et de triomphe? Sans vouloir matérialiser l'histoire, les lieux où elle s'est accomplie, quand nous les connaissons, nous la retracez plus fortement; un accident de terrain, un nuage qui passe, un rayon de soleil qui illumine le paysage, les mille détails d'un site nous rendent comme spectateurs et acteurs des faits déjà vieux. L'historien qui a vu pour nous, qui a senti pour nous, nous associe à ses émotions en nous retraçant fidèlement les lieux où tels et tels faits se sont réalisés.

L'histoire de M. Ozaneux nous offre encore une autre innovation qui facilite l'étude de nos annales en y introduisant plus d'ordre et de méthode. Au lieu d'accepter les divisions ordinaires soit par règnes soit par races, l'auteur a préféré adopter une classification nouvelle. A regarder de près notre histoire, il a vu que les grandes périodes s'accordaient assez de la division par siècles, et que cette classification des époques de nos annales, en simplifiant les divisions d'ordinaire adoptées, avait surtout pour avantage de mettre plus d'ensemble, plus d'unité dans notre histoire. Au lieu de couper à chaque instant le fil des événements de ne voir que des rois qui furent si rarement initiateurs et de rapetisser ainsi le drame de l'histoire aux proportions de la biographie d'un homme plus ou moins obscur, M. Ozaneux a préféré voir le peuple, la nation, c'est-à-dire l'unité au lieu des détails et avec la nation les crises les plus importantes de son existence de quatorze siècles. Ces haltes à travers les temps dont les colonnes milliaires sont des siècles qui se succèdent et qui permettent de jeter un vaste coup d'œil sur l'horizon qui vous échappe et sur celui qui se projette devant vous a un grand avantage. On voit de haut et par conséquent d'une façon plus complète; on embrasse l'ensemble et l'on comprend mieux les faits accomplis. C'est là, nous le croyons, une innovation heureuse d'autant plus que l'auteur n'y attache pas une importance systématique prétendant que chaque événement finit à jour fixe, que chaque siècle a sa tâche exclusive. Non sans doute; mais puisqu'il faut des divisions pour soulager l'esprit, celles-là offrent tous les avantages des anciennes divisions sans présenter leurs inconvénients.

Malgré le cadre resserré qu'a adopté M. Ozaneux, puisque son histoire de France est renfermée dans deux gros volumes (de 1178 pages), cependant tous les faits importants sont traités avec une étendue convenable et présentent ainsi un ensemble satisfaisant. Rien de ce qui a exercé une influence décisive sur les affaires du pays n'est omis et les développements histori-

ques, philosophiques ne manquent point. Ce n'est donc point un abrégé sec, aride, une simple nomenclature.

Les travaux accomplis par ses devanciers sur tous les points obscurs de notre histoire ont été mis à profit par l'auteur et souvent il y a joint des aperçus neufs qui font mieux apprécier les faits. Des compléments utiles ont été ajoutés par lui; ainsi de nombreuses notes géographiques, renvoyées au bas des pages indiquent la position exacte des lieux et permettent de suivre avec plus de suite l'ensemble des faits dont elles font mieux comprendre et saisir l'ensemble. C'est là une amélioration importante, car l'histoire sans la géographie est un voyageur aveugle qui erre au hasard, alors qu'elle ne doit laisser cependant avec elle nulle incertitude et qu'elle doit guider le lecteur et lui tracer nettement son itinéraire aussi bien à travers l'espace et le temps qu'au milieu du dédale des événements accomplis. Un tableau comprenant la suite des traités depuis les batailles diplomatiques qui suivent, closent et précèdent quelquefois les véritables batailles; un résumé des grandes rencontres des nations rivales qui décident par le fer les difficultés que l'habileté des négociateurs n'a pu terminer; une chronologie exacte des assemblées nationales qui, sous différents titres et avec différentes attributions, participaient à l'administration des affaires publiques et préparaient ainsi nos assemblées délibérantes, montre qu'à toutes les époques de notre histoire la nation, à travers ses révolutions, ses progrès, et à des titres inégaux débattait plus ou moins ses intérêts vis-à-vis de la royauté. Cette chronologie, simple rappel à la fin de l'ouvrage, est développée dans le corps du livre qu'elle résume sous ce rapport d'une façon caractéristique. Ce sont là d'heureuses innovations, d'indispensables compléments qui donnent un nouveau prix au livre de M. Ozaneux.

Tel est le livre de M. Ozaneux que nous avons bien imparfaitement fait connaître. Il y a un grand charme dans sa lecture, qui porte avec lui une solide instruction. Destiné dans le principe à l'instruction de ses enfants, ce livre a en tout le bonheur des travaux sérieux, élevés qu'un père entreprend pour ses fils. C'est là une source d'inspirations trop généreuse pour qu'elle avorte chez M. Ozaneux moins que chez tout autre. Du reste, son livre a en Corse le meilleur commentaire qu'il puisse avoir; ce commentaire est vivant, c'est l'auteur dont nous sommes habitués à apprécier depuis quelques années, dans les visites que ses fonctions l'appellent à faire à notre pays, toutes les douces et brillantes qualités. M. Ozaneux aime notre pays; notre hospitalité lui est bonne et il a pu se convaincre que nous n'étions pas non plus indifférents ou oublieux. Dans quelle autre province après tout pourrait-on mieux apprécier qu'ici ce qui fait un des plus beaux titres de l'histoire de France de M. Ozaneux, la reconnaissance payée au passé à ceux de nos pères qui furent grands et nobles: ici les sentiments de famille sont encore vivaces; comment dès lors ne pas aimer un livre qui paie au passé de notre histoire, un noble tribut de souvenirs affectueux qui devient un encouragement pour l'avenir. L'humanité est une grande famille dont tous les enfants sont solidaires. Heureux les historiens qui, comme M. Ozaneux, font ressortir cette loi féconde. P. R.

A LA LIBRAIRIE FABIANI

RUE DES JÉSUITES, A BASTIA.

OEUVRES COMPLÈTES DE BUFFON.

22 volumes in-8°, édition Pourrat, dont 20 volumes de texte et 2 volumes de plans. Prix au lieu de 85 fr. 50 fr.

MEUBLES A VENDRE

POUR CAUSE DE DÉPART.

S'adresser à M. Allamann, inspecteur des postes, maison Totti, 4^e étage, sur la Traverse.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP. VALÉRY FRÈRES. Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

Le bateau à vapeur LE COMMERCE DE BASTIA,

partira de Bastia pour Marseille dimanche 23 courant à 5 heures du matin.

Le superbe paquebot à vapeur en fer et à hélice, le BONAPARTE, sortant des ateliers de MM. Benet et Compagnie de La Ciotat, et de la force de 120 chevaux commandé par le capitaine Cambiaggio, qui doit être rendu à Bastia sous peu de jours, partira de ce port pour Marseille vendredi 28 courant à 9 heures du matin. MM. les voyageurs trouveront à bord de ce beau navire tous les soins et toutes les commodités désirables.

Ce même bateau repartira de Marseille pour Bastia le 1^{er} juin, à 9 du matin.

NOVA. La nouvelle construction du beau paquebot à vapeur en fer le Comte de Paris, assurera désormais le service régulier entre les continents français et italien.

Le bateau à vapeur LA LETIZIA partira de Bastia pour Portoferrato le 2 juin, jour de l'arrivée du Bonaparte de Marseille, à 4 heures du soir, et il repartira de Portoferrato pour Bastia le 5 à 4 heures du soir.

Le bateau à vapeur LE COMMERCE DE BASTIA, partira de Bastia pour Livourne le 2 juin, jour de l'arrivée du Bonaparte de Marseille, à 5 heures du soir, et il repartira de Livourne pour Bastia le 3 à 7 heures du soir.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour les baies de Fiumorbo le 6 juin prochain à 4 heures du matin, si toutefois il y a un nombre suffisant de passagers. MM. les baigneurs sont priés de se faire inscrire avant la fin du courant.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Livourne, 13 mai bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lotta, passagers.

Follonica, 15 id. brick-goël. Assomption, de 82 tx, c. Gianelli, charbon.

Follonica, 15 id. goël. Cheval Marin, de 56 tx, c. Muti, charbon.

Gênes, 15 id. bœuf Jésus Marie, de 18 tx, c. Bausa, riz.

Marseille, 17 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Bugliani, diverses.

Propiano, 17 id. mistick St Vi Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, bois.

Toulon, 17 id. bat. à vap. de l'Etat Liamone, c. Corelli, lieutenant de vais.

Marseille, 17 id. brick-goël. Assomption, de 69 tx, c. Oliva, farine.

Livourne, 18 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, blé.

De la plage, 19 id. goël. Assomption, de 17 tx, c. Guaitella, bois.

St Florent, 19 gond. Hiver de 10 tx, c. Antonori, écorces.

Marseille, 19 id. paquebot Eurotas, de 160 chev. c. Legras, lieutenant de vais. dépêches.

Du Cap-Corse 2 gondoles, chargées de vin et bois.

DÉPARTS.

Aleria, 14 mai, balan. V^e de Montenero, de 75 tx, c. Faccini, en lest.

Aleria, 14 id. balan. Ste Julie, de 74 tx, c. Faccini, en lest.

Marseille, 14 id. paquebot Bastia, de 120 chev. c. Lacroix, lieutenant de vais. dépêches.

A la plage, 15 id. goël. Assomption, de 17 tx, c. Guaitella, en lest.

A la plage, 15 id. bœuf Conception, de 22 tx, c. Osé, en lest.

A la plage, bœuf V^e des Carmes, de 18 tx, c. Ficalo, en lest.

Livourne, 15 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

Livourne, 15 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Alessandri, en lest.

A la plage, 15 id. goël. St Joseph de 38 tx, c. Bonelli, en lest.

A la plage, 15 id. goël. Assomption, de 42 tx, c. Thiers, en lest.

A la plage, 17 id. mistick Miséricorde, de 44 tx, c. Gabrielli, en lest.

Rio, 19 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Grasso, en lest.

Rio, 19 id. brick-goël. Belle Catherine, de 62 tx, c. Gianelli, en lest.

Livourne, 19 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

La colonne s'est remise en marche aujourd'hui 8, à cinq heures du matin, sous le commandement supérieur de M. le maréchal, dont la santé paraît s'être heureusement améliorée.

M. le maréchal gouverneur-général, avant de se porter sur Bougie, a adressé une proclamation à toutes les tribus de la grande vallée de l'Oued-Sahel et de la Souman, ainsi qu'à celles du nord de Sétif et des environs de Bougie.

Les dernières nouvelles de ces contrées nous ont appris que sur plusieurs points les partisans de la France ont été attaqués par les dissidents qui remuent quelques agitateurs et à leur tête le soi-disant chérif Mouley-Mohammed. Nos amis réclament à grands cris la présence de nos colonnes pour mettre fin à cette anarchie.

On annonce comme positif le mariage de M. le vicomte de Chateaubriand avec M^{me} Recamier. L'abbaye-au-Bois a un air de fête inaccoutumée. M. de Chateaubriand a 76 ans et M^{me} Recamier 73. On sait que depuis 30 ans, l'illustre écrivain et sa célèbre amie avaient conçu l'un pour l'autre un de ces sentiments qui ne s'éteignent qu'au tombeau. Le mariage qui va avoir lieu en est la solennelle consécration.

Le *Daily-News* du 7, en s'occupant de la question que soulève l'abondance des espèces en Russie, constate que les mines de l'Oural ont produit, en 1836, 1,722 puds, soit 27 tonnes ou quinquas d'or. La production totale se serait élevée, de 1819 à 1846 inclus, à 11,335 puds qui représentent une valeur d'environ 29,500,000 liv. sterl. Un tiers seulement de cette somme est revenue à la couronne, les deux autres tiers appartenant à des particuliers. 10 millions de liv. sterl. à peu près ou 250,000,000 de fr., telle est donc en définitive la somme totale des ressources que le trésor impérial a tiré de ces mines pendant cet intervalle de 25 années. Mais il existe pour le trésor un moyen d'attirer dans ses coffres tout l'or et tout l'argent monnayé du pays. Ce moyen, que nous savons avoir été employé, consiste à exiger le paiement des impôts en espèces et à solder lui-même toutes ses obligations en papier-monnaie.

On lit dans le *Morning-Post* :

Il n'est bruit dans les cercles politiques, depuis deux ou trois jours, que d'un projet d'alliance entre les whigs et les peelistes. Sir Robert Peel n'aurait pas renoncé, dit-on, à l'espérance de redevenir un jour le chef du gouvernement. On dit que dans le cas très-probable du remplacement du lord-lieutenant d'Irlande, M. Labouchère songerait à se retirer, et que lord Lincoln ne serait pas fâché de lui succéder.

Sir J. Graham doit, dit-on, devenir gouverneur-général des Indes. Beaucoup de personnes assurent que ces incorporations de peelistes dans le gouvernement whig sont décidées, mais l'époque de l'incorporation n'est pas encore arrêtée. Ce n'est probablement qu'à la fin de juin, époque où l'on se propose de dissoudre le parlement. On pense généralement que le gouvernement ne se sent pas de force à lutter contre les embarras de la crise actuelle.

On écrit de Vic-sur-Aisne au *Journal de l'Aisne* :

La commune de Cœuvres, qui s'enorgueillit à bon droit d'avoir vu naître la plus belle personne de son temps, Gabrielle d'Estrées, maîtresse de Henri IV, peut aussi revendiquer le triste avantage d'avoir vu naître, dans son sein, l'être humain le plus laid qui ait paru sous les cieux.

La demoiselle R... de Cœuvres, vient d'accoucher, dans la journée du 10 de ce mois, d'un enfant du sexe masculin, viable et à terme, de taille ordinaire, le corps parfaitement conforme jusques y compris la lèvre inférieure ; à partir de là, la partie antérieure et supérieure de la tête n'est qu'une hideuse monstruosité. La lèvre et la mâchoire supérieures ressemblent, à s'y méprendre, à celles d'un lapin fraîchement dépoillé ; deux yeux sans cristallin, dont l'un, celui de droite, est plus visible que l'autre, paraissent sortir de leurs orbites. La partie frontale, comme les yeux, ressemble à cette partie de la tête d'un lapin écorché. Les oreilles sont celles d'un enfant. Au-dessus des yeux s'élève une espèce de sac violacé, paraissant contenir du sang, des intestins ; on peut-être le cerveau de cet être informe. Au-dessus de l'œil gauche, on aperçoit aussi une oreille de lapin, coupée et dénudée de sa peau ; entre les yeux se trouvent quelques poils, longs d'environ deux ou trois pouces, parfaitement semblables à ceux que portent les lapins.

M. l'adjoint au maire de Cœuvres, ne sachant si on devait considérer cet être informe comme faisant

partie de l'espèce humaine, n'a pas jugé convenable de rédiger un acte de naissance, et une personne assurée qu'on a écrit à M. le procureur du roi pour lui demander l'autorisation de faire mourir cet enfant.

Le prince Louis-Napoléon-Achille Murat, fils de Joachim Murat, ancien roi de Naples, et de Caroline Bonaparte, sœur de l'empereur, est mort en Floride, le jeudi 15 avril, à l'âge de 46 ans, dans sa résidence de Jefferson County.

Après son expulsion d'Italie, la famille de Murat s'était réfugiée en Autriche ; le prince y resta jusqu'en 1821, époque à laquelle il s'embarqua pour les États-Unis, qu'il n'a jamais quittés depuis, si ce n'est pour faire un court voyage en Europe.

Naturalisé Américain, il vivait très simplement et s'était attiré l'estime de toutes les personnes qui le connaissaient. Homme de premier mérite, — littérateur distingué, auteur de différents ouvrages fort estimés sur les institutions américaines, il déployait, surtout dans la conversation, un charme et une érudition extraordinaires ; il était, d'ailleurs, d'une excentricité de caractère qui donnait à sa vie la couleur la plus romanesque.

Ses obsèques ont eu lieu, le 17 avril, à Tallahassee ; un concours immense d'amis l'a suivi jusqu'à sa dernière demeure ; le canon a été tiré de minute en minute pendant toute la matinée, et, suivant son désir, les cérémonies imposantes de l'ordre des francs-maçons ont présidé à ses funérailles.

(*Courrier des États-Unis.*)

On rapporte que le roi Othot, dans une conversation qu'il a eue avec M. Piscatory, lui a dit que son intention formelle était de ne pas céder aux exigences de la Porte, dût l'Europe entière se déclarer contre lui, et qu'il était prêt à abdiquer plutôt que de se déshonorer. Notre chargé d'affaires a fait part de cette circonstance au cabinet français. Le conseil des ministres s'est assemblé, et sa décision a été formulée dans des dépêches que le bateau à vapeur le *Rubis* porte à Athènes.

On lit dans la *Gazette des Tribunaux* du 18 : Hier dimanche, à une heure, M. le chancelier Pasquier et les pairs instructeurs se sont réunis au Luxembourg. M. Pellaprat, entendu vendredi dernier pendant trois heures, a été de nouveau interrogé pendant près de cinq heures. Aujourd'hui avant la séance législative de la chambre des pairs, la commission a entendu comme témoin M. Teste, dont l'audition commencée à onze heures, a duré jusqu'à deux heures après midi.

Le bateau à vapeur le *Tonnerre*, faisant partie de la division française des Antilles, rentre en France. Son commandant, M. Delacourt est appelé pour rendre compte de sa conduite. On sait qu'étant au Port-au-Prince, il a fait fonder sur le pont de son navire les haillons qui étaient venus à son bord en parlementaires. Cet acte indigne d'un officier français, a été vivement blâmé.

Par suite de quelques arrestations récentes, la justice se trouve saisie d'une prévention de complot, dans laquelle paraissent être impliqués douze individus, dont plusieurs auraient déjà figuré dans des procès politiques.

Voici, d'après les renseignements recueillis par des témoins oculaires, comment la police aurait été mise sur la trace de cette grande affaire.

Il y a quelques jours, des agents placés en surveillance à la barrière de la chapelle, ayant remarqué les allures suspectes de trois individus qui se disposaient à entrer dans Paris, et dont l'un paraissait porteur d'objets qu'il cherchait à dissimuler aux regards, les invitèrent à rentrer au poste pour y être visités.

Ces individus répondirent par un refus, on insista, ils cherchèrent à fuir, puis enfin, lorsqu'on voulut s'assurer de leur personne, ils opposèrent une vive résistance. Un rassemblement s'étant formé, et la force publique étant intervenue, ces trois hommes furent conduits au poste.

Interrogés sur leurs noms, qu'ils refusèrent de déclarer, ils furent fouillés.

Sur l'un d'eux, on trouva, entre divers objets et papiers de nature à le compromettre, une sorte de bombe, de la grosseur d'un boulet de canon, intérieure-ment chargée de poudre, et dont il refusa de faire connaître la destination.

Ces individus ayant été mis en état d'arrestation et conduits à la préfecture de police, une enquête et des perquisitions furent opérées, et il fut

peu de temps démontré qu'ils appartenaient tous trois à une

association secrète dont les membres étaient depuis quelque temps l'objet d'une active surveillance.

Des mandats ayant été immédiatement décernés contre neuf autres individus contre lesquels s'élevaient des présomptions de la nature la plus grave, leur arrestation fut opérée simultanément sur divers points de la capitale. Au domicile de la plupart d'entre eux, on trouva aussi différentes pièces qui ont été saisies, des écrits et des lettres de nature à dévoiler les projets ultérieurs d'une association dont les principaux membres sont désormais placés sous la main de la justice.

Une prédiction de Danton. — On lit le fragment suivant dans le dernier volume des *Girondins*, publié par M. Lamartine.

« Vers ce temps (après la bataille de Valmy), le duc de Chartres, depuis roi des Français, se présenta à l'audience du ministre de la guerre, Servan, pour se plaindre d'une injustice que lui faisaient les bureaux. Servan, malade, était dans son lit ; il écoutait avec distraction le jeune prince. Danton était présent et semblait commander au ministère de la guerre plus que le ministre lui-même. Il prit à part le duc de Chartres et lui dit tout bas : « Que faites-vous ici ? Vous voyez bien que Servan est un fantôme de ministre, et qui ne peut ni vous servir ni vous nuire. Mais venez demain chez moi, je vous entendrai ; et j'arrangerai votre affaire, moi. » Le duc de Chartres s'étant rendu le lendemain à la Chancellerie, Danton le reçut avec une sorte de brusquerie paternelle : « Eh bien ! jeune homme, dit-il au duc de Chartres, qu'ai-je appris ? On assure que vous tenez des discours qui ressemblent à des murmures, que vous blâmez les grandes mesures du gouvernement, que vous vous répandez en compassion pour les victimes, en imprécations contre les bourreaux. Prenez-y garde, le patriotisme n'admet pas de tiédeur, et vous avez à faire pardonner un grand nom. »

Le prince avoua, avec une fermeté au-dessus de son âge, que l'armée avait horreur du sang versé ailleurs que sur les champs de bataille, et que les assassinats de septembre lui paraissaient déshonorer la liberté. — « Vous êtes trop jeune pour juger ces événements, — répliqua Danton avec un accent de supériorité ; — pour les comprendre, il faut être à la place que nous sommes. La patrie était menacée, et pas un défenseur ne se levait pour elle ; les ennemis s'avancèrent, ils allaient nous submerger ; nous avons eu besoin de mettre un fleuve de sang entre les tyrans et nous ! A l'avenir, taisez-vous. Retournez à l'armée, battez-vous bien, mais ne prodiguez pas inutilement votre vie. Vous avez de nombreuses années devant vous, la France n'aime pas la république, elle a les habitudes, les faiblesses et les besoins de la monarchie ; après nos orages, elle y sera ramenée par ses vices ou par ses nécessités. Vous serez roi. Adieu, jeune homme. Souvenez-vous de la prédiction de Danton ! »

SUBSTANCES.

La question des substances se trouve bien éclaircie par les circonstances que nous venons de traverser. Examinons les enseignements qu'elles nous ont donnés et les conséquences qui en résultent.

On a dit longtemps que la France produisait assez de grains pour sa consommation. C'était le point de départ obligé de toutes les statistiques administratives. Sans remonter bien loin, nous le trouvons formellement exprimé dans la fameuse circulaire de M. le ministre du commerce, du 16 novembre dernier, qui nous annonçait l'abondance pendant toute l'année 1837 :

« La consommation actuelle de la France, disait M. le ministre, pour la nourriture des habitants et des animaux, pour les semences et les usages industriels, peut être évaluée à 120 millions d'hectolitres de froment, méteil et seigle. Les trois premières régions, comprenant le nord-ouest, le nord et le nord-est, en fournissent près de la moitié, soit près de 60 millions d'hectolitres ; les régions de l'ouest, du centre et de l'est en fournissent près du tiers, soit près de 40 millions ; les trois autres régions, c'est-à-dire le sud-ouest, le sud et le sud-est, produisent un peu plus du dernier sixième, ou environ 20 millions. »

Nous avons fait du chemin depuis cette circulaire. Aujourd'hui c'est à qui proclamera le plus haut que la France ne produit pas assez de substances alimentaires, qu'elle est dans la nécessité de renouveler chaque année ses emprunts à l'étranger.

Il n'est pas jusqu'au congrès central de l'agriculture,

qui, sans se douter de la portée de ses aveux, reconnaît que le blé nous manque, au point que quinze millions de Français ne mangent du pain blanc que le jour de leurs noces.

L'échelle mobile avait été considérée jusqu'à ce jour comme un chef-d'œuvre de combinaisons. Proportionner le droit d'admission des blés étrangers au prix du blé à l'intérieur, maintenir la balance exacte entre l'agriculteur et le consommateur, en faisant passer dans le bassin du droit à payer tout ce qui était enlevé au bassin du prix et réciproquement, c'était une perspective séduisante, chacun s'y était laissé prendre. On arrivait même à un point où le blé étranger ne payait plus qu'un droit de 25 centimes. Que pouvait-on exiger de plus ?

Il s'est trouvé cependant que le commerce s'accommodait mal de ces combinaisons savantes. Elles étaient pour lui un labyrinthe obscur, dans lequel il ne pouvait faire que des pas timides et incertains. Il ne demandait qu'une chose, que le blé pût être admis en France au même droit qu'au moment où l'ordre était donné de l'acheter à l'étranger, et l'échelle mobile était établie pour produire l'effet contraire.

Aussi, qui est devenue l'échelle mobile ? Au moment du danger, il a fallu s'en débarrasser et la mettre dans l'oubli pour six mois. L'Angleterre, la Hollande, mieux avisées, y ont renoncé pour toujours.

On craignait qu'avec la libre entrée, nous ne fusions envahis par le blé étranger, qu'il ne vint partout en France supplanter la production indigène et maintenir un prix si bas que l'agriculture en serait ruinée.

Pourquoi nous refusions-nous la satisfaction de citer, à ce sujet, un passage de la discussion à la chambre des députés, sur la loi du 15 avril 1832, celle de l'échelle mobile ? On verra avec quelle naïveté, pour ne rien dire de plus, ces appréhensions étaient exprimées par les protectionnistes de cette époque :

« Avec la loi proposée, disaient-ils, les étrangers établis dans des magasins dans nos ports, y formeront des dépôts d'où ils tireront à volonté des grains pour les reporter partout où ils jugeront convenable, et nous aurons ainsi à leur commerce national notre commerce inférieur qui, pour nous, est le plus profitable de tous, en dépit de nos propres négociants qui ne pourront même pas soutenir la concurrence, parce que nos armements et notre navigation sont plus chers. »

Ainsi les étrangers, maîtres du commerce de nos ports, condamneront nos marins à l'inaction, et, par le transport aussi répété qu'ils le voudront de nos grains d'un port dans l'autre, y créeront successivement la hausse ou la baisse, l'encombrement ou la rareté, suivant leur caprice ou leur bon plaisir.

Ainsi, chaque département maritime, d'abord et, par contre coup, les départements intérieurs, seront condamnés à payer le pain ce qu'il plaira aux étrangers de le faire payer, et même à ne manger que ce qu'ils voudront bien leur permettre.

Voilà cependant bien clairement et bien positivement la condition que nous imposerait la loi proposée. Nous venons de passer par une période de libre entrée des blés étrangers. Quelles circonstances furent jamais plus propices pour la réalisation de ces prédictions sinistres pour nos producteurs de blé ! La Russie avait un excédant considérable sur la récolte de 1845 : la récolte de 1846 avait dépassé toutes les espérances ; elle produisit le blé, dit-on, presque pour rien. Nos besoins étaient grands, aucune limite ne pouvait être assignée à la quantité des céréales qui nous étaient nécessaires. Chacun s'est mis à l'œuvre ; tout ce qui pouvait être employé à l'achat, au transport des grains, l'a été avec activité. Qu'est-il arrivé cependant ?

A peine l'importation commençait-elle, que tous les calculs basés sur l'abondance des blés étrangers, sur l'exiguité de leur prix de revient, se trouvaient complètement déjoués. Cette denrée rentrait sous l'empire de l'éternelle loi de la proportion entre l'offre et la demande. Ce n'était plus l'abondance ni le prix de revient qui servaient de règle au prix véral, c'était la certitude des débouchés, c'était le besoin des consommateurs. Les prix s'élevaient rapidement avec les achats ; il en est de même du prix des transports ; les moyens de transports ne suffisent même pas pour satisfaire l'empressement des populations. En résultat, la Russie qui avait, d'après les uns, pour inonder l'Europe entière, qui pouvait, d'après les autres, le livrer à Marseille au prix de 8 fr. l'hectolitre, ne nous le donnait, dans notre port, qu'à 30 et 35 fr. Les frais

de transport dans l'intérieur faisaient monter ce prix jusqu'à 40 et 45 fr. et les agriculteurs indigènes qui avaient eu le courage de conserver leurs blés, trouvaient dans cette hausse un ample dédommagement à l'insuffisance de leurs récoltes.

Toutes les prévisions qui ont servi de base au système actuel ont donc été démenties par l'expérience.

Ce sont là des faits positifs. Si toutes les conséquences qui en résultent ne sont pas encore admises, ils ont au moins produit ce bon effet de faire reconnaître unanimement la nécessité de songer aux moyens de prévenir de pareilles crises.

Il est vrai que nous retrouvons sur le remède à employer la même divergence qui a existé longtemps sur les causes du mal.

Les uns trouvent ce remède dans un meilleur emploi des engrais et des ressources du sol, dans les progrès de notre agriculture.

Les autres le trouvent dans un changement dans les habitudes alimentaires de la population ; ils veulent que la viande remplace le pain.

Avec ces modifications, ils consentent à courir de nouveaux risques de l'échelle mobile.

Quant à nous, nous ne voyons de remède que dans la liberté.

Nous la demandons, parce qu'elle est la conséquence directe des enseignements que nous venons d'énumérer.

Puisque nous produisons si peu de substances alimentaires relativement aux besoins de notre consommation, nous ne courons pas grand risque en faisant un appel à la production étrangère. Depuis que la liberté nous a été donnée, l'invasion si redoutée nous a à peine effleurés, lorsque nous l'appelions de tous nos vœux, lorsque nous l'aidions de tout notre pouvoir, lorsque nos récoltes laissaient un vide immense à remplir et de beaux bénéfices à réaliser. Que pourrions-nous en redouter, lorsqu'une récolte plus abondante nous fournira les moyens de la repousser, lorsque les bénéfices ne donneront plus à l'importation l'impulsion qu'elle a eue cette année ?

Nous demandons la liberté, parce qu'elle est le seul remède efficace et que ceux qui ont été proposés ne sont que des fins de non-recevoir ou des palliatifs insignifiants.

Notre agriculture a sans doute de grandes chances à réaliser : elle peut produire beaucoup plus qu'elle ne produit et à meilleur marché. Mais elle est soumise à la loi de toutes les industries. Pour progresser, il lui faut le stimulant de la concurrence. C'est la lutte qui rend l'esprit plus ardent à rechercher les améliorations. La protection étouffait cette activité, elle étouffait le statu quo et rend tout progrès, si ce n'est impossible, au moins très-lent.

Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement qu'il est question des engrais, de la nécessité de les utiliser ; ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on parle des améliorations du sol, de la culture et de la production. Il n'est pas d'ouvrage ou de recueil consacré à l'agriculture où tous ces enseignements n'abondent. Il faut bien que l'effet en ait été peu important, puisque les agriculteurs eux-mêmes reconnaissent notre infériorité, puisque la même insuffisance existe dans la production, puisqu'on est réduit à repousser la libre entrée des produits étrangers pour laisser aux propriétaires le temps de se mettre en mesure de lutter avec plus d'avantage. Mieux vaudrait dire que l'agriculture n'a plus de progrès à faire et qu'il lui faut à toujours les mêmes droits protecteurs. Ce serait plus conséquent.

Au contraire, avec la concurrence étrangère, on peut facilement prévoir la révolution qui s'opérera dans l'agriculture. Les producteurs de blé serrés de plus près par ce stimulant seront conduits à changer leurs méthodes actuelles. Comment se fera ce changement ? Sera-ce par le remplacement complet du blé par les plantes fourragères dans certaines parties de la France ? Sera-ce par de nouvelles combinaisons dans la rotation des assolements ? C'est ce que l'expérience, la facilité de l'irrigation et les conditions de chaque localité décideront. Ce qu'on peut dire avec certitude, c'est que, dans tous les cas, le changement aura lieu au profit des plantes fourragères. Nous y trouverons l'avantage de pouvoir élever plus de bestiaux, et celui non moins précieux d'enrichir le sol et tout en cultivant le blé moins souvent, d'en obtenir la même quantité.

Le conseil que l'on donne à la population de faire entrer plus de viande dans sa consommation ressemble beaucoup à celui que l'on donne au pauvre qui manque de pain, de manger de la croûte de plat. Il est reconnu que la viande manque en France. Nous

avons peu de prairies, nous avons par conséquent peu de bestiaux et la consommation par individu suit depuis longtemps une progression décroissante.

Avec cette insuffisance, si on pouvait supposer qu'un vingtième seulement de ceux à qui on donne ce conseil vissent à le suivre, il en résulterait, comme pour le blé, une augmentation exorbitante dans les prix.

Nous ne produisons pas assez de blé, nous ne produisons pas assez de viande. Que la consommation se porte sur une substance ou sur l'autre, l'insuffisance restera toujours et avec elle tous les embarras qui l'accompagnent.

Il faut donc en revenir à la liberté. Nous savons maintenant ce qu'est la libre entrée des grains dans une année de mauvaise récolte. Sachons ce qu'elle pourra être après une récolte abondante, si la providence nous l'accorde. Les résultats de l'expérience seraient assez avantageux pour qu'il vaille la peine de la tenter pour une année, et notre agriculture n'est pas affaiblie à ce point, qu'une lutte d'une année contre la concurrence étrangère suffise pour opérer sa ruine.

(*Libre échange.*)

VARIÉTÉS.

UNE EXISTENCE DE MILLIONNAIRE.

On lit dans le *feuilleton du Siècle*, d'aujourd'hui (*Revue de Paris*) :

« M. Roy et M. d'Aligre étaient riches également à peu près et au même degré. Ils avaient l'un et l'autre un revenu d'environ deux millions ; — plutôt plus que moins ; — et le revenu formait un capital énorme en terres, en maisons, en fermes, en châteaux, en forêts. Chaque année, ces deux grandes fortunes étaient augmentées par le fruit de l'épargne, car M. Roy et M. d'Aligre pratiquaient l'un et l'autre les règles de la plus stricte économie.

« Ils n'avaient aucun faste. On aurait dit qu'ils craignaient d'humilier leurs contemporains en déployant toute la splendeur que leurs moyens leur permettaient. Ils menaient une vie exempte d'éclat ; ils fuyaient le luxe ; — c'étaient des riches honteux.

« Jamais la chronique n'eut à citer de leur part un acte de magnificence. Les grandes manières et la production n'étaient ni dans leurs goûts ni dans leur caractère. Avec-vous jamais entendu citer les équipages de M. Roy ? les fêtes de M. d'Aligre ? Non. Ils ne donnaient pas dans ces vanités-là ; ils se plaisaient à philosopher en tête à tête avec leurs écus.

« Noblesse oblige, dit-on ; mais on n'a jamais dit : Richesse oblige. C'est un préjugé que les sages de la finance ont en soin de ne pas laisser s'ériger en aphorisme. M. Roy et M. d'Aligre ne se croyaient donc pas obligés à mener un train de prince, à avoir une maison splendidement montée, à tenir table ouverte, et à recevoir nombreuse société l'hiver dans leur hôtel de Paris, l'été dans un de leurs châteaux. — Ils ne se croyaient pas davantage tenus à faire de larges libéralités, ni à encourager les arts en achetant des tableaux et des statues. Parce qu'on est riche, ce n'est pas une raison pour jeter son argent par les fenêtres. M. Roy et M. d'Aligre, usant de leur droit, se contentaient de dépenser à peu près le revenu de leur revenu.

« Ces opulents économes savent seuls le bonheur qu'on éprouve à thésauriser et à élever ainsi sac à sac le monument d'une fortune colossale. Les privations sont douces au prix de cette jouissance. Qu'importe ce que dira le monde ? S'il critique d'une part, il admire de l'autre. Il raille l'avare, mais il salue profondément le millionnaire.

« D'ailleurs, avec tant de richesse, l'avare devient de l'originalité. Ce n'est plus un vice, c'est une bizarrerie. Quand un homme qui a deux millions de rente réunit, par la force des circonstances, vingt-cinq convives à sa table et fait servir une bouteille de vin de Champagne, — une seule bouteille qui se vide mais qui ne se remplace pas, — les gens qui restent le gosier sec, sont entraînés à considérer la chose sous un côté plaisant. La surprise surpasse la déception, et les buveurs déçus disent tout bas : — C'est un bon tour à raconter.

« Ce même avare donne à son valet un chapeau râpé, piteux, délabré, — tel enfin qu'un chapeau lorsque un avare le quitte, on plutôt lorsqu'il quitte l'avare. Quelques jours après, le millionnaire voit son valet coiffé d'un chapeau passable, et il s'étonne tout haut de cette élégance inaccoutumée. — « Qu'est-ce que cela, demande-t-il. — C'est le chapeau que vous